

**Régie du bâtiment du Québec**

---

---

# **Étude des crédits**

## **2021-2022**

---

---

**Demande de renseignements particuliers  
de l'opposition officielle**

---

---

**Régie du bâtiment du Québec**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**Demandes de renseignements particuliers**  
**de l'opposition officielle (RP1)**

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2020-2021, indiquer :
  - a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
  - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
  - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2020-2021. Indiquer :
  - a) le lieu ;
  - b) le coût ;
  - c) la ou les dates de participation ;
  - d) le nombre de participants ;
  - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
  - f) le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes DGSO dépensées en 2020-2021, et prévisions pour 2021-2022, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de MOI tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun :
  - a) son mandat ;
  - b) la liste des membres ;
  - c) le budget dépensé ;
  - d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
  - e) les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
6. Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du Trésor pour 2020-2021, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10. Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021.

11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :
- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
  - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
  - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours ;
  - d) la liste des concours qui ont pris fin.
12. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 :
- a) le nom de toutes les campagnes ;
  - b) les coûts de ces campagnes ;
  - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
  - d) les dates de diffusion de la campagne ;
  - e) les objectifs visés par chaque campagne.
13. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
  - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
  - c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

14. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :
- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques ;
  - b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques ;
  - c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme ;
  - d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ;
  - e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.
16. Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2020-2021. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :
- a) SBL Public – régulier ;
  - b) SBL Public – Inuit ;
  - c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements) ;
  - d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux) ;
  - e) SBL Privé – régulier et spécial ;
  - f) Aide aux organismes communautaires ;
  - g) Supplément au loyer ;
  - h) Supplément au loyer spécial ;
  - i) Allocation logement ;
  - j) Achat Rénovation ;
  - k) AccèsLogis Québec ;
  - l) Logement abordable Québec ;
  - m) Aide d'urgence aux ménages sans logis ;
  - n) Adaptation de domicile (PAD) ;
  - o) Logements adaptés pour aînés autonomes ;

- p) RénoVillage ;
- q) RénoRégion ;
- r) Réparation d'urgence ;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement ;
- t) Revitalisation des vieux quartiers ;
- u) Pyrrhotite ;
- v) Rénovation Québec ;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord ;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités ;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitsisakik ;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec ;
- aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
- bb) Programme d'intervention résidentielle – Mérule
- cc) Programme petits établissements accessibles
- dd) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logements locatifs
- ee) Programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le cadre de la COVID-19
- ff) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- gg) Programme HLM
- hh) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence

17. Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018 ;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
  - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les établissements scolaires qui utilisent le bois comme matériaux structurel en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022 ;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction ;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2020-2021 ;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2020-2021 ;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2020-2021 ;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

18. État d'avancement des actions posées, depuis le 18 octobre 2018, concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

19. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.



## **Régie du bâtiment du Québec (RBQ)**

20. Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2020-2021.
21. Nombre d'inspecteurs, de visites d'inspection, d'heures d'inspection, d'avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2020-2021.
22. Liste des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021.
23. Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2020-2021.
24. Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2020-2021, ventilation par infraction.
25. Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2020-2021.
26. Rapports d'activité des directions régionales de la dernière année.
27. Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2020-2021.
28. Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement pour 2020-2021, par année financière. Indiquer tous les coûts associés.
29. Tout rapport, document ou toute étude concernant la garantie des maisons neuves de l'APCHQ pour 2020-2021.
30. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2020-2021.
31. Nombre de contrats donnés à l'externe en 2020-2021 (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :
  - a) la nature ou l'objet du contrat;
  - b) la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
  - c) une copie du contrat;
  - d) une copie du résultat;
  - e) le coût du contrat.

*Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**RP1-01**

Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :

- a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
- b. la liste des membres du conseil d'administration;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
- d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

- a) La liste des employés de la RBQ figure à l'annexe 1 de la présente fiche. La rémunération est établie en fonction de l'échelle salariale des divers corps d'emploi.
- b) La liste des membres du conseil d'administration figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
- c) Les nominations suivantes ont été faites à la haute direction au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021 :
  - M. Marc-Antoine Oberson, régisseur de la RBQ, entré en fonction le 30 avril 2020, pour un mandat de 3 ans;
  - Stéphane Petit, vice-président aux relations avec la clientèle et aux opérations, entré en fonction le 4 mai 2020, pour un mandat de 5 ans.
  - M<sup>me</sup> Silvia Garcia, vice-présidente à la réglementation et à l'innovation, entrée en fonction le 2 novembre 2020, pour un mandat de 3 ans;
  - M<sup>me</sup> Caroline Bourgeois, membre du conseil d'administration de la RBQ, entrée en fonction le 14 octobre 2020, pour un mandat de 3 ans;
  - M. Yan Maisonneuve, membre du conseil d'administration de la RBQ, entrée en fonction le 14 octobre 2020, pour un mandat de 3 ans;
  - M<sup>me</sup> Ginette Tanguay, membre du conseil d'administration de la RBQ, entrée en fonction le 16 décembre 2020, pour un mandat de 3 ans;

Les CV de ses personnes sont disponibles à l'annexe 3.

- d) Frais de déplacement, de repas, de voyage, et de représentation pour 2020-2021 (du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021) :
  - Pour les membres du conseil d'administration : l'information figure à l'annexe 2 de la présente fiche.
  - Pour l'ensemble des employés de la RBQ : 594 258,91 \$.
  - Pour la haute direction : le président-directeur général et les 3 vice-présidentes, ces informations sont diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 17b) et 18). <https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

Secteur	Organisation	Nom	Prénom		Corps	Occasionnel	Régulier	Total
BPDG	Bureau du président - directeur général	Beaudoin	Michel	825	Dirigeant d'organisme		1	1
		Gaumont	Sylvie	264	Technicien en administration		1	1
		Grenier Lachance	Marie-Pier	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Taillefer	Ian	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Zerouala	Leila	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	<b>Total Bureau du président - directeur général</b>						<b>5</b>	<b>5</b>
	Direction des affaires juridiques	Boulos	Marie-Rose	264	Technicien en administration		1	1
		Boumela	Marthe	221	Agent de secrétariat	1		1
		Brisson	Maudie	115	Avocat ou notaire		1	1
		Cissé	Habib	115	Avocat ou notaire		1	1
		Cohen	Charles-Olivier	115	Avocat ou notaire		1	1
		Crevier	Edith	115	Avocat ou notaire		1	1
		Dionne	Sylvie	115	Avocat ou notaire		1	1
		Dupuis	Sylvie	115	Avocat ou notaire		1	1
		Jean-Louis	D. Dominique	264	Technicien en administration		1	1
		Kemp	Guillaume	115	Avocat ou notaire		1	1
		Khalil	Marc	115	Avocat ou notaire		1	1
		Marchand	Edith	115	Avocat ou notaire		1	1
		Méthot	Maryse	115	Avocat ou notaire		1	1
		Proulx	Nathalie	115	Avocat ou notaire		1	1
		Rochon	Emmanuelle	115	Avocat ou notaire		1	1
		Rouisse	Kim	264	Technicien en administration		1	1
		Samray-Trudel	Philippe	283	Technicien en droit		1	1
		Thomas	Marie-Andrée	640	Cadre supérieur		1	1
	<b>Total Direction des affaires juridiques</b>						<b>1</b>	<b>17</b>
								<b>18</b>
	Direction des communications	Bégin	Émilie	104	Agent d'information		1	1
		Bergeron	Marise	104	Agent d'information		1	1
		Blanchard-St-Jac	Julie	104	Agent d'information		1	1
		Cayer	Isabelle	104	Agent d'information		1	1
		Downs	Sébastien	104	Agent d'information		1	1
		Fleury	Andrée-Anne	264	Technicien en administration		1	1
		Fradette	Myriam	104	Agent d'information		1	1
		Henriet	Dominique	104	Agent d'information		1	1
		Lamothe	Sylvain	104	Agent d'information		1	1
		Leclerc	Nadia	104	Agent d'information		1	1
		Masson	Marie-Claude	104	Agent d'information		1	1
		Mélançon	Éric	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		St Hilaire Trembl	Marie	104	Agent d'information		1	1
		Trudel	Nicolas	630	Cadre supérieur		1	1
		Veillette	Marjolaine	630	Cadre supérieur		1	1
	<b>Total Direction des communications</b>						<b>15</b>	<b>15</b>
	Secrétariat général et affaires institutionnelles	Barry	Geneviève	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Bouchard	Christine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Carange	Jeanne	264	Technicien en administration		1	1
		Mignault	Sylvie	264	Technicien en administration		1	1
		Munteanu	Liliana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Saadi Cherkaoui	Lalla Fadwa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Turgeon	Michèle	105	Agent de recherche et de planification socio-économique	1		1
	<b>Total Secrétariat général et affaires institutionnelles</b>						<b>1</b>	<b>6</b>
								<b>7</b>
	Direction des technologies de l'information	Aboudou	Issa	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Bégin	Kéven	630	Cadre supérieur		1	1
		Blondeau	Manon	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Boutia Eloumar	Souhail	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Breton	Samuel	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Caron	Manon	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Chouinard	Sébastien	264	Technicien en administration		1	1
		Cornea	Milan Irinel	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Farouk	Hind	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Frenette-Béland	Dominique	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Gagné	Patrick	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Gaudreau	Danielle	264	Technicien en administration		1	1
		Gharbi	Khaoula	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Guevara	Johana	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Hadj-Taieb	Moujahed	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Lacombe	Gaëtan	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Malca Echevarria	Mélina	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Renaud	Dany	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Rezgui	Abdelhakim	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Roy	Christian	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Terimbere	Toussaint Prospe	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	1		1
		Tye-Gingras	Olivier	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	<b>Total Direction des technologies de l'information</b>						<b>1</b>	<b>21</b>
								<b>22</b>
	Direction des ressources humaines	Carrier Deziel	Élisabeth	264	Technicien en administration		1	1
		Dessureault	Michèle	264	Technicien en administration		1	1
		Destouches	Christelle	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
		Imbeau	Sébastien	630	Cadre supérieur		1	1
		Lachance	Bernard	100	Conseiller en ressources humaines		1	1
		Lebrun	Maxime	100	Conseiller en ressources humaines		1	1
		Lortie	Marie-Michèle	264	Technicien en administration		1	1
		Maillet	Kiève	100	Conseiller en ressources humaines		1	1
		Ouellet	Hubert	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Poirier	Marie-Michèle	100	Conseiller en ressources humaines		1	1
		Rajaonimaria	Mirana Harvelo	264	Technicien en administration		1	1
		Savard	Mathieu	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1

		Tremblay	Katherine	100	Conseiller en ressources humaines			1	1	
		Truchon	Lucie	100	Conseiller en ressources humaines			1	1	
Total Direction des ressources humaines								14	14	
Direction des plans de garantie	Desjardins	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Dionne	Marjorie	630	Cadre supérieur				1	1	
	Fortin	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Henry	Samuelle	264	Technicien en administration				1	1	
	Lambert	Sylvain	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Randria	Hanitra	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	St-Pierre	Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
Total Direction des plans de garantie								7	7	
Direction des services financiers	Beaumont	Liette	264	Technicien en administration				1	1	
	Bouchard	Chantale	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Bourboin	Julie	200	Agent de bureau	1				1	
	Cloutier	Nicole	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Dubois	Marie-Claude	200	Agent de bureau				1	1	
	Hamel	Nicole	200	Agent de bureau				1	1	
	Hardy	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Le	Manh Hung	264	Technicien en administration				1	1	
	Liciu	Alexandrina	200	Agent de bureau				1	1	
	Picard	Ludovic	103	Agent de la gestion financière				1	1	
	Proulx	Marie-Ève	264	Technicien en administration				1	1	
	Saillant	Manon	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Soucy	Véronique	200	Agent de bureau	1				1	
	Tran	Thi Thanh Thuy	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Tremblay	Christine	630	Cadre supérieur				1	1	
	Vasylijev	Ievgen V.	200	Agent de bureau				1	1	
Total Direction des services financiers								2	14	
Direction générale des services à l'organisation	Boulianne-Rhéau	Jessica	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Breton	Marie-Pier	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Dumas	Louis-Olivier	272	Technicien en informatique				1	1	
	Eddomairi	Halima	264	Technicien en administration				1	1	
	Garcia Reyes	Loyda	105	Agent de recherche et de planification socio-économique	1				1	
	Labrie	Marie-Claude	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Nadeau	Cynthia	630	Cadre supérieur				1	1	
	Raybaud Fayel	Laurence	272	Technicien en informatique				1	1	
Total Direction générale des services à l'organisation								1	7	
Bureau des régisseurs	Oberson	Marc-Antoine	826	Membre de direction				1	1	
	Olivier	Stéphanie	115	Avocat ou notaire				1	1	
	Pagé	Gisèle	826	Membre de direction				1	1	
	Picard	Johanne	264	Technicien en administration				1	1	
	Radu	Ramona	264	Technicien en administration				1	1	
	Romain	Milange	264	Technicien en administration		1			1	
Total Bureau des régisseurs								1	5	
Direction de l'audit interne	Bouacha	Hayette	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Picard	Denise	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Vaillancourt	Manon	630	Cadre supérieur				1	1	
Total Direction de l'audit interne								3	3	
Direction de la planification et de la performance	Aouzah	Mohamed	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Chartier	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Hardy	Caroline	630	Cadre supérieur				1	1	
	Jacobsen	Philippe	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Lebrun	Éric	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs				1	1	
	Raymond	Darline	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Thibault	Valérie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
Total Direction de la planification et de la performance								7	7	
DG								7	121	
Service des enquêtes pénales	Arsenault	Catherine	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Beauchamp	Marie-Ève	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Brisson	Nadia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Cavanagh	David	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Caza	Marie-Josée	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Chaput	Claude	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Chartrand	Sabrina	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Cossette	Emmanuelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Crêtes	Karine	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Dubé	Alexandrine	283	Technicien en droit				1	1	
	Fafard	Dominique	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Fortin	Benoît	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Gauthier	Alain	630	Cadre supérieur				1	1	
	Giron Escobar	Mayra Elizabeth	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Hallé	Christine	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Hamelin	Mario	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Julien	Isabelle	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Lahmann	Carl	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Lambert	Daniel	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Lamontagne	Lory	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Langlois	Richard	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Lanoue	Kiara	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Lavoie	Marie-Ève	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Morin	Pierre	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Mosquera	Liz Stephany	298	Enquêteur en matières frauduleuses	1				1	1
	Nadeau	Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Plourde	Magella	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
	Scully	Éric	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Sénéchal	René	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1	
	Total Service des enquêtes pénales								1	28
Service du renseignement	Canty	Chantal	264	Technicien en administration				1	1	
	Chapdelaine	Andréa	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	

	Chrétien	Mathieu	264	Technicien en administration			1	1			
	Daquin	Florika	264	Technicien en administration			1	1			
	Ho-Tom	Virginie	264	Technicien en administration			1	1			
	Joannis	Patricia	264	Technicien en administration			1	1			
	Kudawoo	Jean-Jacques Kor	264	Technicien en administration			1	1			
	Martel	Julie	630	Cadre supérieur			1	1			
	Morin	Frédéric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Paquette	Marie-France	264	Technicien en administration			1	1			
	Rodrigue	Marie-Rose	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Tremblay	Anne-Marie	264	Technicien en administration			1	1			
	Viau-Deschênes	Catherine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Wolfe	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
Total Service du renseignement								14	14		
Service des enquêtes administratives	Anctil	Robert	298	Enquêteur en matières frauduleuses		1		1			
	Bélanger	Stéphanie	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Bertrand	Fannie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Blanchette	Émilie	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Duvernois	Magali	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Frenette	Dave	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Guillemette	François	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Houle	Marilyn	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Labonté	Alain	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Morais	Jean-François	630	Cadre supérieur			1	1			
	Nourreddine	Abderrezak	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Ramboz	Emmanuel	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Thibault	Christine	298	Enquêteur en matières frauduleuses			1	1			
	Toupin	Stéphane	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
	Ziat	Myriam	105	Agent de recherche et de planification socio-économique			1	1			
Total Service des enquêtes administratives								1	14	15	
Direction des enquêtes	Gauthier	Lina	264	Technicien en administration				1	1		
	Hassoui	Hanan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
	Laporte	Denis	630	Cadre supérieur				1	1		
Total Direction des enquêtes									3	3	
Service de la vérification et du soutien	Bernier	Rena	264	Technicien en administration		1			1		
	Boulay	Alain	264	Technicien en administration		1			1		
	Charbel Hage	Carine	200	Agent de bureau				1	1		
	Delvoye	Isabelle	630	Cadre supérieur				1	1		
	Do Canto Carreira	Mélissa	264	Technicien en administration				1	1		
	Gosselin	Julie	200	Agent de bureau				1	1		
	Lafleche	Martin	298	Enquêteur en matières frauduleuses				1	1		
	Mudaheeranwa	Murekatete Olive	264	Technicien en administration				1	1		
	Nashwan	Lydia	264	Technicien en administration				1	1		
	Ngouné Fofouo	Doriène	200	Agent de bureau				1	1		
	Provost	Johanne	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
	Tremblay	Bruno Henri	200	Agent de bureau		1			1		
	Turnbull	Karri-Ann	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
	Total Service de la vérification et du soutien								3	10	13
	Vice-présidence Enquêtes	Chalut	Martine	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1	
Paquet		Jean-François	826	Membre de direction				1	1		
Sirois		Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
Total Vice-présidence Enquêtes									3	3	
Direction du renseignement et du développement des enquêtes	Ait-Ali	Lylia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
	Handfield	Brigitte	105	Agent de recherche et de planification socio-économique				1	1		
	St-Amour	Julie	630	Cadre supérieur				1	1		
Total Direction du renseignement et du développement des enquêtes									3	3	
E								5	75	80	
Service Sécurité-Laval	Ajaba	Abdelhak	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Barsan	Catalin Emil	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Benkhedda	Abdelghani	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Bigras	Claude	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Charette	Jonathan	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Chenouf	Nabil	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	El Fathi	Rachid	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Guendez	Rachid	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Harani	Ahmed	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Lesage	Bernard	233	Inspecteur en installations sous-pression				1	1		
	Malette	Yvan	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Montbleau	Alain	630	Cadre supérieur				1	1		
	Salhi	Anis	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Tahraoui	Abdelkamal	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques				1	1		
	Total Service Sécurité-Laval									14	14
Direction des inspections en conception et construction	Alarie	Lyne	630	Cadre supérieur				1	1		
	Bouzalmad	Nadia	200	Agent de bureau		1			1		
	Brazeau	Michel	111	Attaché d'administration				1	1		
	Couture	Aline	200	Agent de bureau				1	1		
	Derkacz	Terry-Thérèse	200	Agent de bureau				1	1		
	Geica	Doina	200	Agent de bureau				1	1		
	Hénault	François	111	Attaché d'administration				1	1		
	Ionescu	Laura Nicoleta	200	Agent de bureau				1	1		
	Lamarche	Aline	200	Agent de bureau				1	1		
	Mintici Ionescu	Mioara	111	Attaché d'administration				1	1		
	Miron	Anca Laura	264	Technicien en administration				1	1		
	Petre	Simona Mihaela	200	Agent de bureau				1	1		
	Radif	Naima	264	Technicien en administration				1	1		
	René	Linda	200	Agent de bureau				1	1		
	Robert	Chantal	200	Agent de bureau				1	1		
	Stoian	Iulia-Isabella	200	Agent de bureau				1	1		
	Tanoe	Ettiaka Stéphanie	200	Agent de bureau		1			1		
	Whittaker	Roseann	200	Agent de bureau				1	1		

<b>Total Direction des inspections en conception et construction</b>					<b>2</b>	<b>16</b>	<b>18</b>
Vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations	Bouchard	Geneviève	264	Technicien en administration		1	1
	Gonthier-Gignac	François	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Petit	Stéphane	826	Membre de direction		1	1
	Roy	Denis	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Sow	Saran	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
<b>Total Vice-présidence des relations avec la clientèle et opérations</b>						<b>5</b>	<b>5</b>
Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection	Blais	Stéphanie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Blouin	Sylvain	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Bonneau	Alex	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Cantave	Jude-Renel	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Galibois	Jean-François	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Hamel	Marie-Pierre	186	Ingénieur		1	1
	Leblanc-Deschê	Vincent	186	Ingénieur		1	1
	Potvin	Sophie	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Théberge	Julie	264	Technicien en administration	1		1
<b>Total Direction du soutien, de l'évaluation et de la qualité de l'inspection</b>					<b>1</b>	<b>8</b>	<b>9</b>
Service de la réglementation et du soutien à la qualification	Camionschu	Fabian	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Cissé	Abdoulaye	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Couillard	Sarah	630	Cadre supérieur		1	1
	Dubois	Caroline	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Dumas	Claudine	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Labbé	Chantal	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Ladjelate	Rizelaine	111	Attaché d'administration		1	1
	Morin	Sandra	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Oceni	Abdou Gafari	186	Ingénieur		1	1
	Papardova	Tsvetelina	123	spécialiste en science de l'éducation		1	1
	Raymond	Michel	111	Attaché d'administration		1	1
	Trudel	Guy	186	Ingénieur		1	1
<b>Total Service de la réglementation et du soutien à la qualification</b>						<b>12</b>	<b>12</b>
Direction de la qualification et des relations avec la clientèle	Amalou	Sonia	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Dib	Nada	630	Cadre supérieur		1	1
	Hadri	Mohammed	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Joncas	Michèle	264	Technicien en administration		1	1
	Khemiri	Noura	200	Agent de bureau		1	1
	Ouellet	Julie	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
<b>Total Direction de la qualification et des relations avec la clientèle</b>						<b>6</b>	<b>6</b>
Direction des inspections en sécurité	Aubin	Sylvie	200	Agent de bureau		1	1
	Berthiaume	Sylvie	200	Agent de bureau		1	1
	Bouchard	Chantal	200	Agent de bureau		1	1
	Bouret	Lise	264	Technicien en administration		1	1
	Dompierre	Sonia	221	Agent de secrétariat		1	1
	Giffard	Catherine	111	Attaché d'administration		1	1
	Girard	Linda	221	Agent de secrétariat		1	1
	Hinic	Drazen	200	Agent de bureau		1	1
	Maheux	Yves	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Malouin	Louis	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Moore	François	630	Cadre supérieur		1	1
	Turcotte	Sylvie	221	Agent de secrétariat		1	1
<b>Total Direction des inspections en sécurité</b>						<b>12</b>	<b>12</b>
Service des relations avec les entrepreneurs et des droits d'exercice	Ait Huj Lahcen	Karima	264	Technicien en administration		1	1
	Amaly	Lobaba	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Asad	Imane	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Ayari	Tarek	264	Technicien en administration		1	1
	Bélangier	Lyne	264	Technicien en administration	1		1
	Ben Ammar	Mounir	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Bernier	Daniel	264	Technicien en administration		1	1
	Bordeleau	Sophie	264	Technicien en administration		1	1
	Bruneau	Jocelyn	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Chahine	Dany	264	Technicien en administration		1	1
	Chamsedine	Ragda	264	Technicien en administration		1	1
	Chen Tsi Ming	Jean	264	Technicien en administration		1	1
	Cherfi	Mustapha	264	Technicien en administration		1	1
	Corriveau	Nancy	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Cusinato	Rosanna	264	Technicien en administration		1	1
	D'Addetta	Bruno	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Djaballah	Nacera	264	Technicien en administration		1	1
	Djenkal	Chahrazed	264	Technicien en administration		1	1
	El Hammouli	Soufia	264	Technicien en administration	1		1
	El Hani	Salma	249	Préposé aux renseignements	1		1
	Folikoe	Tossivi Barbara	249	Préposé aux renseignements		1	1
	France	Fernet	249	Préposé aux renseignements	1		1
	François	Widlande	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Hocine	Nawel	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Hyacinthe	Jean-Watson	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Justinien	Jean-Baptiste	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Kerbadj	Noureddine	264	Technicien en administration		1	1
	Khundoo	Sanjay	264	Technicien en administration		1	1
	Kouider Benham	Rachid	249	Préposé aux renseignements	1		1
	Kouiss	Souad	200	Agent de bureau	1		1
	Mati	Hayat	264	Technicien en administration		1	1
	Merzougui	Nabyla	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Messanh	Koffi	264	Technicien en administration		1	1
	Moussa	Fadi	264	Technicien en administration		1	1
	Nduwayo	Anne Aymone	264	Technicien en administration		1	1
	Néron	René	200	Agent de bureau		1	1
	Ohoundjago	Arnaud	200	Agent de bureau	1		1
	Pellerin	Christian	264	Technicien en administration		1	1
	Pierre	Jude	200	Agent de bureau	1		1

	Saadé	Hala	264	Technicien en administration		1	1
	Sabil	Tarik	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Salem Cherif	Toufik	630	Cadre supérieur		1	1
	Wilhelmy	Isabel	264	Technicien en administration		1	1
<b>Total Service des relations avec les entrepreneurs et des droits d'exercice</b>					<b>8</b>	<b>35</b>	<b>43</b>
Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression	Baptiste	Yves Addi Edson	200	Agent de bureau		1	1
	Bernard	Marie Guetty	200	Agent de bureau		1	1
	Breton	Geneviève	630	Cadre supérieur		1	1
	Courtemanche	Jocelyn	111	Attaché d'administration		1	1
	Dahchour	Ibrahim	200	Agent de bureau	1		1
	Dumont	Jean-Patrick Jérô	200	Agent de bureau	1		1
	Grondin	François	186	Ingénieur		1	1
	Haspeck	Michel	111	Attaché d'administration		1	1
	Khssassi	Aziz	186	Ingénieur		1	1
	Leviticharsky	Blagovest	186	Ingénieur		1	1
	Moran-Esquivel	Valérie	264	Technicien en administration	1		1
	Nassim	Chadi	108	Analyste de l'informatique et des procédés administratifs		1	1
	Noël de Tilly	Geneviève	111	Attaché d'administration		1	1
	Sharlandzhieva	Tatyana	264	Technicien en administration		1	1
	St-Georges	Manon	111	Attaché d'administration		1	1
		Myriam	186	Ingénieur		1	1
	Titan	Junior	264	Technicien en administration		1	1
	Tremblay	Éric	111	Attaché d'administration		1	1
<b>Total Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression</b>					<b>3</b>	<b>15</b>	<b>18</b>
Service Sécurité-Québec	Atangane	Fontsa	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Aubin	Michel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Beaulieu-Chassé	Christine	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Blanchette	Serge	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Boutin	Rémi	630	Cadre supérieur		1	1
	Chammakhi	Slim	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Cliche	Catherine	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Désy	Guillaume	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Lachance	Sabrina	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Martineau	Anabel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Poulin	Annie	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Stoicescu	Mihai	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Touougouagna	Abner	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service Sécurité-Québec</b>						<b>13</b>	<b>13</b>
Division du traitement des non conformités	Ba	Rouguyatou	283	Technicien en droit		1	1
	Bédard	Éric	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Dallaire	Catherine	283	Technicien en droit		1	1
	Desjardins	Annick	111	Attaché d'administration		1	1
	Mogos	Razvan	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Morency	Sylvie	200	Agent de bureau	1		1
	Munger	Véronique	200	Agent de bureau	1		1
<b>Total Division du traitement des non conformités</b>					<b>2</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
Service de conception et construction - Longueuil	Baaziz	Anissa	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Bakhouché	Mohamed	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Benhadj	Karim	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Boutarfaya	Mohamed	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Cherrou	Youssef	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Côté	Alain	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Dumaine	Jean-Pierre	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Girard	Denis	630	Cadre supérieur		1	1
	Gosselin	Marie-France	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Lajeunesse	Richard	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Lalanne	Jean	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Plourde	Vincent	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
	Rondeau	Jean	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service de conception et construction - Longueuil</b>						<b>13</b>	<b>13</b>
Service d'homologation en équipements sous pression	Alem	Karim	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Boubchir	Idir	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Boudreau	Alexandre	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Campana	Carmine	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Crihan	Iulian Mihail	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Cristea	Cristian	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Dubé	Claude	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Haou	Lakhdar	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Irimia	Liviu	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Lascarache	Maricel	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Lemieux	Christian	233	Inspecteur en installations sous-pression	1		1
	Luca	Corneliu	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Mekhnach	Moussa	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Méthot	Paul	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Rondeau	Alexandre	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	Senécal	Raphaël	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
	També	Lisette	630	Cadre supérieur		1	1
	Valimareanu	Mariana	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
<b>Total Service d'homologation en équipements sous pression</b>					<b>1</b>	<b>17</b>	<b>18</b>
Service des relations avec les citoyens et des droits d'exploitation	Andresoiu	Mihaela	264	Technicien en administration		1	1
	Benzekri	Rim	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Birza	Gabriela	264	Technicien en administration		1	1
	Boukouna	Lynda	630	Cadre supérieur		1	1
	Ekra	Adjah Andrée	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Eng	Vutheary	200	Agent de bureau		1	1
	Geneste	Marie-Milene	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Harvey	Guyllaine	249	Préposé aux renseignements		1	1
	Kara Ali	Louiza	264	Technicien en administration		1	1
	Koné	Aminatou	264	Technicien en administration		1	1

		Lamothe	Véronique	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Mego Kamme	Isidore	264	Technicien en administration		1	1
		Nguyen	Élisabeth	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Osmani	Djamel	264	Technicien en administration		1	1
		Picard	Nathalie	200	Agent de bureau		1	1
		Provost	Johanne	264	Technicien en administration		1	1
		Saint Cyr	Junold	249	Préposé aux renseignements		1	1
		Sondjo	Dossou Germain	249	Préposé aux renseignements	1	1	1
		També	Carla	200	Agent de bureau	1	1	1
		Wady	Amina	264	Technicien en administration		1	1
<b>Total Service des relations avec les citoyens et des droits d'exploitation</b>						<b>2</b>	<b>18</b>	<b>20</b>
Service du soutien à l'inspection								
		Arcand	Patrick	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Asselin	Stéphan	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Beaudry	Caroline	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Buciu	Florian Christi	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Do	Minh Hung	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
		Gagnon	Hervé	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
			Paul	630	Cadre supérieur		1	1
		Hadarag	Stelian Ciprian	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Labbé	Éric	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Michaud	Nathalie	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Mongeau	Manon	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Nazair	Catherine	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Paquin	Manon	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Pigeon	Myriam	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service du soutien à l'inspection</b>							<b>14</b>	<b>14</b>
Service de conception et construction - Laval								
		Assam	Mokrane	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Bennis	Youssef	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Breault	Karine	630	Cadre supérieur		1	1
		Butnarusu	Ovidiu	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Cloutier	Christian	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Côté	Dominique	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		El Adnany	Anass	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Hassaim	Bahia	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Kaced	Kamal	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Laiche	Lounes	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Latour	Daniel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Lavoie	Rémy	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Léveillé	Michel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Nifou	Abdelhamid	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Sadat	Noureddine	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Salhi	Kamel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Vazquez	Moises	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service de conception et construction - Laval</b>							<b>17</b>	<b>17</b>
Direction générale de l'inspection								
		Cauchon	Caroline	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
		Lessard	Dominique	630	Cadre supérieur		1	1
		Perreault	Nathalie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
<b>Total Direction générale de l'inspection</b>							<b>3</b>	<b>3</b>
Service de conception et construction - Québec								
		Bilodeau	Claude	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Breton	Réjean	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Gauvin	André	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Jalbert	Martin	630	Cadre supérieur		1	1
		Lachance	Maurice	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Leblanc	Joannie	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Massé	Louis-Philippe	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Mercier	Bobby	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Tardif	Martin	233	Inspecteur en installations sous-pression		1	1
		Tremblay	Denis	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Turcotte	Pierre	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Vaillancourt	François	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Vézina	Anny	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service de conception et construction - Québec</b>							<b>13</b>	<b>13</b>
Service Sécurité-Longueuil								
		Ait Amara	Abdenour	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Aurica	Costel	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Benakmoum	Smail	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Bouchard	Reynald	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Boyer	Bernard	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Castillo	Alejandro	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Dumais	Monya	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Guérard	François	630	Cadre supérieur		1	1
		Hamot	Jérôme	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Jean	Caroline	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Lebel	François	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Mahmoudi	Said	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
		Schafroth	Laurence	234	Inspecteur en bâtiment et en installations techniques		1	1
<b>Total Service Sécurité-Longueuil</b>							<b>13</b>	<b>13</b>
<b>Total VPRCO</b>						<b>19</b>	<b>249</b>	<b>268</b>
VPRI	Direction du bâtiment et des installations techniques	Bourdeau	Suzel	186	Ingénieur		1	1
		Brisson	Nathalie	109	Architecte		1	1
		Chekroun	Arezki	186	Ingénieur		1	1
		Despatis	Pierre-Yves	186	Ingénieur		1	1
		Dionne	Pierre	111	Attaché d'administration	1	1	1
		Duchesne	Yves	186	Ingénieur		1	1
		Éthier	Michel	186	Ingénieur		1	1
		Gauthier	Pierre	186	Ingénieur		1	1
		Habbouche	Abdelkrim	109	Architecte		1	1
		Julien	Michel	109	Architecte	1	1	1
		Khif	Amar	186	Ingénieur		1	1
		Lacroix	André	186	Ingénieur		1	1



	Lessard	Nathalie	109	Architecte		1	1
	Mercier	Stéphane	186	Ingénieur		1	1
	Nunes	Ana	630	Cadre supérieur		1	1
	Payes Escobar	Marcela	264	Technicien en administration		1	1
	Raoui	Rym Isma	109	Architecte		1	1
	Renaud	Jacques	186	Ingénieur		1	1
<b>Total Direction du bâtiment et des installations techniques</b>						<b>2</b>	<b>16</b>
Vice-présidence Réglementation et innovation	Dédé	Edwige	221	Agent de secrétariat		1	1
	Garcia	Silvia-Christina	826	Membre de direction		1	1
	Godin	Sylvie	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
<b>Total Vice-présidence Réglementation et innovation</b>						<b>3</b>	<b>3</b>
Direction de l'interprétation et du soutien réglementaire	Aizel	Zine Eddine	111	Attaché d'administration		1	1
	Alavoyedo	Hintekpo Amédé	186	Ingénieur		1	1
	Bédard	Sophie	186	Ingénieur		1	1
	Bédard-Bolduc	Julie	111	Attaché d'administration		1	1
	Bélanger	Claire	109	Architecte		1	1
	Bentaleb	Fayçal Mekki	111	Attaché d'administration		1	1
	Bertin	André	111	Attaché d'administration		1	1
	Bompaka	Nkeyi	186	Ingénieur		1	1
	Boutin	Sylvie	264	Technicien en administration		1	1
	Casimiro	Carlos	111	Attaché d'administration		1	1
	Coulombe	Luc	186	Ingénieur		1	1
	Deschamps	Claude Jr	186	Ingénieur		1	1
	Gagnier	Éric	111	Attaché d'administration		1	1
	Giurgiu	Manuel	186	Ingénieur		1	1
	Goutier	Jacques	186	Ingénieur		1	1
	Gravel	André	630	Cadre supérieur		1	1
	Hamou L'Hadj	Boussaad	186	Ingénieur		1	1
	Hani	Abdellaziz	111	Attaché d'administration		1	1
	Legendre	Marie-Josée	111	Attaché d'administration		1	1
	McMullin	Diane	200	Agent de bureau		1	1
	Multescu	Laurentiu Dan	186	Ingénieur		1	1
	Ouali	Mohamed	111	Attaché d'administration		1	1
	Pelletier	Anne	186	Ingénieur		1	1
	Gaétan		186	Ingénieur		1	1
	Poirier	Patrice	111	Attaché d'administration		1	1
	Vincent	Alain	111	Attaché d'administration		1	1
<b>Total Direction de l'interprétation et du soutien réglementaire</b>						<b>26</b>	<b>26</b>
Direction générale de la réglementation et de l'expertise-conseil	Bellamy	Serdgina	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
	Picard	Chantal	630	Cadre supérieur		1	1
<b>Total Direction générale de la réglementation et de l'expertise-conseil</b>						<b>2</b>	<b>2</b>
Direction de l'innovation	Benjelloun	Mouna	264	Technicien en administration		1	1
	Ivascu	Svetlana	105	Agent de recherche et de planification socio-économique		1	1
<b>Total Direction de l'innovation</b>						<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Total VPRI</b>						<b>2</b>	<b>49</b>
<b>Total</b>						<b>33</b>	<b>494</b>
							<b>527</b>

Note : Les données excluent les étudiants et stagiaires ainsi que les TES à jeton.  
Source : Données extraites de SAGIR (effectifs en lien d'emploi au 28 février mars 2020).

SOURCE : Direction des ressources humaines (DRH)  
COLLABORATION : --  
VALIDATION : Direction générale des services à l'organisation (DGSO)  
DATE : 2021-03-24

**RP1-01 Annexe 2 - Membres du CA - du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

Prénom	Nom	Fonction	Représentant	Comité de vérification (CV) **	Comité de gouvernance et d'éthique (CGE)**	Frais de transport	Frais de repas et d'hébergement	Frais de représentation
Jacquine	Lorange	Administratrice et présidente du CA	Ordres professionnels	X	X	295,34 \$	340,20 \$	
Chantal	Bibeau	Administratrice	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X			
Caroline	Bourgeois	Administratrice	Associations de propriétaires de bâtiments		X			
Ricky	Fontaine	Administrateur (président du CV par intérim)	Milieu financier	X				
Johanne	Guertin	Administratrice	Associations d'entrepreneurs de construction					
Alain	Jacques	Administrateur et vice-président du CA depuis le 14 octobre 2020	Associations d'entrepreneurs de construction					
Rafik	Khodja	Administrateur	Ordres professionnels					
Yan	Maisonneuve	Administrateur	Milieu municipal		X			
Francis	Mathieu *	Administrateur (président du CV)	Associations de propriétaires de bâtiments	X				
Valérie	Renaud-Martin	Administratrice	Milieu municipal	X				
Pierre	Richard	Administrateur	Associations de consommateurs ou de personnes qui habitent ou fréquentent un bâtiment		X			
Mylène	Sagala	Administratrice (présidente du CGE)	CMEQ et CMMTQ		X			
Ginette	Tanguay	Administratrice	Associations de propriétaires de bâtiments	X				

\* M. Francis Mathieu a démissionné de ses fonctions à titre de membre du conseil d'administration le 31 juillet 2020.

\*\* La composition du CV et du CGE ont été modifiées le 10 février 2021.



## SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS

OBERSON, Marc-Antoine

---

## Formation

Membre du Barreau du Québec

**Université de Montréal**

2002	Diplôme d'études supérieures spécialisées en « common law »
1999	Baccalauréat en droit
1996	Certificat de premier cycle, arts et sciences

## Expérience professionnelle

**Lempicka Oberson Avocats**

Depuis 2003 Avocat

**Ski Mojo inc.**

2001 - 2003 Avocat interne – Oberson

**Sullivan & Lavoie, avocats**

2000 - 2001 Stagiaire en droit



PETIT, Stéphane

---

## Formation

### **École nationale d'administration publique**

2016 - 2017      Programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire leader de la fonction publique québécoise

2012 - 2013      Programme de formation à la gestion publique

### **Université Laval**

1992      Baccalauréat en relations industrielles

## Expérience professionnelle

### **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail**

Depuis 2014      Directeur général des normes du travail de l'Est-du-Québec

### **Commission des normes du travail**

2011 - 2014      Directeur régional

2005 - 2011      Chef d'équipe – opérations

### **Restaurant Da Giovanni**

1999 - 2001      Directeur de la restauration

### **Gestion d'entreprise J.P.L. inc.**

1994 - 1999      Directeur du restaurant McDonald

### **Gestion Legimar inc.**

1992 - 1994      Gérant, responsable de l'ensemble des activités et du fonctionnement des établissements de restauration

GARCIA, Silvia Cristina

---

## Formation

1994 - 2015	Membre de l'Ordre des architectes du Québec
	Membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec
	<b>Université Laval</b>
1999	Maîtrise en administration des affaires
1993	Baccalauréat en architecture
1990	Baccalauréat en génie civil

## Expérience professionnelle

<b>Régie du bâtiment du Québec</b>	
Depuis 2020	Vice-présidente à la réglementation et à l'innovation
2015 - 2020	Vice-présidente – Réglementation et soutien organisationnel
<b>Ville de Montréal</b>	
2013 - 2015	Directrice adjointe du cabinet du maire et du comité exécutif
<b>Cabinet de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles</b>	
2008 - 2012	Directrice adjointe de cabinet
<b>Cabinet de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine</b>	
2007 - 2008	Directrice de cabinet
<b>Cabinet du premier ministre</b>	
2003 - 2007	Conseillère politique
<b>Association des Commissions Scolaires Anglophones du Québec</b>	
1999 - 2003	Adjointe à la direction
<b>Garcia Architectes</b>	
1995 - 1998	Architecte

BOURGEOIS, Caroline

---

## Formation

Membre de l'Ordre des architectes du Québec

**Université du Québec à Trois-Rivières**

2005 Maîtrise en gestion de projet

**Université Laval**

1990 Baccalauréat en architecture

## Expérience professionnelle

**Société québécoise des infrastructures**

Depuis 2016 Vice-présidente à la gestion de projets Est du Québec

2016 Directrice générale – Gestion de projets Est

2013 - 2016 Directrice – Gestion de projets

**Société immobilière du Québec**

2009 - 2013 Directrice – Gestion de projets

2008 - 2009 Directrice – Expertise & développement

2004 - 2008 Directrice de projets

1998 - 2004 Chargée de projets

**C. Bourgeois et V. Gignac, architectes**

1994 - 1998 Architecte associée

## MAISONNEUVE, Yan

---

### Formation

Membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec

#### **HEC Montréal**

- |      |   |
|------|---|
| 2014 | Baccalauréat en science de la gestion (gestion des ressources humaines et administration du personnel)<br><b>Université de Montréal et HEC Montréal</b> |
| 2014 | Certificat en gestion des affaires électroniques  |
| 2011 | Certificat en gestion des ressources humaines   |
| 2005 | Certificat en supervision   |

### Expérience professionnelle

#### **Ville de Terrebonne**

- |             |                                   |
|-------------|-----------------------------------|
| Depuis 2017 | Conseiller municipal – District 7 |
| 2018        | Maire suppléant                   |

#### **Centre intégré de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal**

- |             |   |
|-------------|---|
| Depuis 2015 | Agent de gestion du personnel – Service aux cadres                      |
| 2015        | Chef de service de la rémunération et des avantages sociaux par intérim |

#### **Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement de Montréal**

- |             |                               |
|-------------|-------------------------------|
| 2014 - 2015 | Agent de gestion du personnel |
|-------------|-------------------------------|

#### **Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine**

- |             |   |
|-------------|---|
| 2009 - 2014 | Technicien en administration puis conseiller en ressources humaines |
| 2001 - 2009 | Employé à la sécurité   |
| 1997 - 2000 | Agent administratif et journalier                                   |

#### **Menyou AB (Stockholm, Suède)**

- |             |                                     |
|-------------|-------------------------------------|
| 2008 - 2009 | Gestionnaire en ressources humaines |
|-------------|-------------------------------------|

#### **MultiMind Bemanning AB (Stockholm, Suède)**

- |      |   |
|------|---|
| 2008 | Consultant – Services-conseils à l'entreprise en matière de gestion, de ressources humaines et de marketing |
|------|---|

TANGUAY, Ginette

---

## Formation

Membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA, CGA)

### Université Laval

Depuis 2018	Études au certificat en gouvernance de sociétés – Collège des administrateurs de sociétés
1992	Baccalauréat en administration des affaires

## Expérience professionnelle

### La Financière agricole du Québec

Depuis 2020	Vice-présidente aux services administratifs et directrice principale des ressources informationnelles par intérim
-------------	---

### Centre de services partagés du Québec

2016 - 2018	Directrice de la surveillance des contrats et de l'audit interne
2015 - 2016	Directrice de la performance
2011 - 2014	Directrice du bureau de suivi corporatif des contrats, des projets et des risques
2009 - 2011	Directrice du contrôle et du soutien aux opérations financières

### Secrétariat du Conseil du trésor

2014 - 2015	Directrice des stratégies en ressources informationnelles
-------------	---

### Services Québec

2006 - 2009	Chef du service de la gestion budgétaire et contractuelle
-------------	---

### Commission des normes du travail

2004 - 2006	Chef du service du budget et de l'approvisionnement
-------------	---

### Ministère du Revenu du Québec

1999 - 2004	Coordonnatrice budgétaire
1995 - 1999	Agente de recouvrement fiscal
1993 - 1995	Responsable des corrections comptables

### Dominion textile inc.

1985 - 1989	Commis à la paie et au coût de revient – Division Tissage Sherbrooke
-------------	--



*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-02**

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2019-2020. Indiquer :

- a) Le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

Le coût global des activités de développement a été de 126 389,94 \$ pour la période.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la RBQ en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).  
<https://www.rbq.gouv.qc.ca/transparence/>

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-03**

Sommes dépensées en 2020-2021 (et prévisions pour 2021-2022) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou ITQ).

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

Dépenses en informatique	2020-2021
Acquisitions matérielles et logicielles	306 792 \$
Services professionnels/informatiques	
MTESS	921 995\$
ITQ	3 014 255 \$
Firmes externes	2 341 885\$
MERN	44 891 \$

Projets	2020-2021
– Coûts réels et estimés <b>internes</b> (capitalisables)	31 735\$
– Coûts réels et estimés <b>externes</b> (capitalisables)	421 345\$ <sup>1</sup>
– Coûts réels et estimés <b>internes</b> (fonctionnement)	120 335 \$
– Coûts réels et estimés <b>externes</b> (fonctionnement)	352 086 \$ <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Les coûts de projets externes sont inclus dans les dépenses présentés dans la section « Services professionnels/informatiques » du tableau précédent.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-04**

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2020-2021, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat ;
- b) la liste des membres ;
- c) le budget dépensé ;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e) les résultats atteints.

La liste des comités interministériels se trouve dans le tableau ci-joint.

Annexe à la fiche RP1-04 — Liste des comités auxquels a participé la RBQ au cours de la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021

1. Comités de la RBQ

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de concertation CBCS	<ul style="list-style-type: none"><li>• Identifier les difficultés d’adoption et adapter la stratégie</li><li>• Actualiser l’offre de service à l’égard des municipalités ayant adopté</li><li>• Identifier les besoins des municipalités ayant adopté</li><li>• Orienter le développement de matériel à l’intention des services de sécurité incendie et des propriétaires, notamment assurer une cohésion entre les meilleures pratiques de prévention</li></ul>	Association des techniciens en prévention-incendie du Québec Association des chefs en sécurité incendie du Québec Ministère de la Sécurité publique	Aucun frais	Actions concertées des participants en vue d’accroître la sécurité du public
Comité directeur OPHQ-RBQ	Planifier des travaux pour améliorer les exigences en accessibilité	Office des personnes handicapées du Québec	Aucun frais - rencontre virtuelle en novembre	Plusieurs rencontres selon les besoins
Comité consultatif sur le projet de règlement en Ascenseurs et autres appareils élévateurs	Présentation des principaux changements et modifications du code ASME A17.1-2019/CSA B44-19, de la norme CSA B355-19 et des dispositions des Chapitres IV, Ascenseurs et autres appareils élévateurs du Code de construction et du Code de sécurité.	Association canadienne des entrepreneurs en ascenseurs Association de la construction du Québec Association des professionnels de la construction et de l’habitation du Québec Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec Commission de la Construction du Québec Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail Ordre des ingénieurs du Québec Société d’habitation du Québec Société Logique Sécurité publique (Direction de la sécurité incendie) Société québécoise des infrastructures Union internationale des constructeurs d'ascenseurs	Aucun frais – juin, septembre et décembre 2020 - rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Évolution de la réglementation en Ascenseurs et autres appareils élévateurs

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif sur le projet de règlement portant sur la détection du monoxyde de carbone dans les écoles	Consulter les principaux intervenants concernés par les nouvelles exigences	Association canadienne d’alarme incendie Association des Chefs Sécurité (ACSIQ) Association des techniciens en prévention incendie du Québec (ATPIQ) Association en codes et normes du bâtiment (ACCB) Centre de services scolaire des Montréal Centre de services scolaire des Laurentides Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Fédération des établissements d’enseignement privés Institut national de santé publique (INSPQ) Ministère de la sécurité publique (MSP) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ordre des technologues professionnels du Québec (OT PQ) SFPE Société québécoise des infrastructures (SQI) Service de sécurité incendie de Laval Service de sécurité incendie de Montréal	Aucun frais – décembre 2020 - rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Détection du CO dans les écoles pourvu d'un appareil à combustion reliés au système de détection et alarme incendie
Comité consultatif permanent sur l'accessibilité et la sécurité des bâtiments aux personnes handicapées	Analyser les modifications proposées au Code de construction pour émettre des avis ou recommandations. Ce comité a également comme mandat de soulever des enjeux relatifs à l’accessibilité et à la sécurité des bâtiments.	Coprésidé par la RBQ et l’Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et composé de représentants des ministères et organismes, associations représentant les droits des personnes handicapées et les aînés, associations de propriétaires et gestionnaires d’immeubles, chercheurs et différentes parties prenantes	Aucun frais – 16 déc. 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Plusieurs consultations Élaboration de règlement
Comité RBQ-CMEQ-HQ pour la révision du formulaire DA/DT	Répondre à la demande d'Hydro-Québec pour réviser les informations du formulaire afin de faciliter le traitement des demandes d'alimentation et de déclaration de travaux en électricité par les entrepreneurs.	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Hydro-Québec Distribution	Aucun frais – plusieurs rencontres virtuelles sur Microsoft Teams  13 novembre 2020  8 et 16 décembre 2020	Faciliter la tâche de tous les intervenants impliqués et réduire les délais de traitement. Pour la Régie l'objectif est d'avoir une meilleure connaissance des travaux effectués pour mieux planifier les interventions.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité RBQ-CMEQ-HQ- ElectroFed pour les exigences concernant les bornes de recharge de véhicules électrique	Comité formé d'expert en recharge de VÉ afin de valider le calcul de charge suite à des questions soulevées sur l'effet réel des assouplissements actuels du Québec relatifs aux calculs de charge des bornes de recharge, qu'un comité vérifient présentement si les prescriptions du Code canadien de l'électricité 2021 relatives aux calculs de charge des bornes de recharge assurent un calcul adéquat par rapport aux charges réelles pouvant être raccordées à un branchement du consommateur.	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Électro-Fédération Hydro-Québec Consultants en alimentation de bornes de recharges Fabricants d'appareillages de contrôle de charge (RVE)	Aucun frais – plusieurs rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	En vue de la prochaine révision réglementaire
Comité CMEQ-RBQ sur les systèmes solaires photovoltaïques	Analyser les différentes options possibles pour assujettir à la Loi sur le bâtiment les systèmes à énergies renouvelables, notamment les systèmes solaires photovoltaïques	Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	Aucune rencontre pour la période visée	6 rencontres effectuées dans les bureaux de la Régie. Les avantages et inconvénients de 5 différentes options possibles ont été étudiés. Une note au comité de direction est en préparation pour décision.
Groupe interministériel sur l'utilisation d'eau de pluie non potable dans les bâtiments	Analyser et statuer sur l'utilisation plus large de l'eau de pluie non potable dans le nouveau Code national de la plomberie (CNP) édition 2020.	École Polytechnique de Montréal Institut national de santé publique du Québec Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de l'Environnement et la Lutte contre les changements climatiques	Aucun frais – 4 juin et 13 octobre rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Plusieurs consultations Établir si l'utilisation de l'eau de pluie non potable au Québec, proposée par le Code national de la plomberie (CNP) édition 2020, est en concordance avec les exigences du Québec.
Comité RPA – solutions réglementaires pour les RPA	Identifier et travailler sur les problématiques rencontrées par les RPA en ce qui concernent l'application du Code de construction et du Code de sécurité.	Ministère de la Santé et des Services sociaux Ministère de la Sécurité publique Regroupement québécois des résidences pour aînées Réseau québécois des OSBL d'habitations Association des chefs en sécurité incendie du Québec Association des techniciens en prévention-incendie	25 février 2021 Aucun frais	Identification des problématiques rencontrées et priorisation des actions. Une fiche d'information et de vulgarisation concernant les verrouillage des portes est en cours de réalisation (en validation au MSSS).

2. Comités d’autres ministères ou organismes du Québec

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de gestion élargi – UPAC	Lutter contre la corruption pour un système public intègre, son mandat est de prévenir, vérifier et enquêter.	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ)	Aucun frais	Suivi des divers points administratifs Rencontre de tous les gestionnaires
Comité stratégique - UPAC	Échanger sur les enjeux stratégiques de l’UPAC et collaborer à l’identification d’orientations susceptibles d’y répondre.  Cibler les impacts sur la gestion et les processus communs aux différentes organisations qui composent l’UPAC ou dont la mission est complémentaire à la sienne.	Bureau du commissaire à la lutte contre la corruption Commission de la construction du Québec (CCQ) Revenu Québec (RQ) Autorité des marchés publics (AMP)	Aucun frais	Suivi des divers points administratifs Rencontre de tous les gestionnaires
Comité Directeur – ACCES construction	Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction.  Établir les orientations et les priorités d’action pour lutter contre l’évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales dans le secteur de la construction.  Assurer et optimiser l’échange d’information entre les MO.  Proposer des moyens d’intervention contre l’évasion fiscale, le travail au noir et le non-respect des autres obligations légales.	Commission de la construction du Québec (CCQ) Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Ministère des Finances (MFQ) Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) Revenu Québec (RQ) Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) - coordination	Aucun frais  Visioconférence	Comité directeur : suivi de la mise en œuvre d’orientations stratégiques concertées

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité sur le renseignement – ACCES construction	<p>Actions concertées pour contrer les économies souterraines (ACCES) dans le secteur de la construction.</p> <p>Échanger de l’information sur les stratagèmes et les problématiques rencontrés par chacun des MO. Seuls les organismes opérationnels du secteur de la construction y participent.</p>	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Revenu Québec (RQ)</p> <p>Unité permanente anticorruption (UPAC)</p>	<p>Aucun frais</p> <p>Visioconférence</p>	Mise en commun de l’expertise au sujet de problématiques et de stratagèmes rencontrés dans le secteur de la construction.
Comité d’initiatives régionales – Québec (CCQ)	Créer et maintenir des liens de proximité entre les partenaires afin de maximiser l’efficacité des interventions et augmenter le niveau de conformité sur le territoire de la ville de Québec et l’Est du Québec.	<p>Commission de la construction du Québec (CCQ)</p> <p>Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Revenu Québec</p>		Réalisation d’interventions concertées dans le secteur de la construction
Comité aviseur sur la construction en bois	Proposer et voir à l’évolution de la réglementation en matière de conception, de construction, de sécurité des bâtiments et des infrastructures en bois	<p>Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)</p> <p>Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)</p> <p>CECObois</p> <p>FPIinnovations</p> <p>Ministère du Développement durable, de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)</p> <p>Ministère de la Sécurité publique (MSP)</p> <p>Ordre des Architectes du Québec</p> <p>Ordre des Ingénieurs du Québec</p> <p>Commission des Normes, de l’Emploi, de la Santé et de la Sécurité du travail (CNESST)</p> <p>Société québécoise des infrastructures (SQI)</p> <p>Ville de Montréal</p> <p>Ville de Québec</p>	<p>Aucun frais</p> <p>17 juin 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams</p>	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)
Sous-groupe de travail – découlant du Comité aviseur sur la construction en bois — Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)	Un sous-comité bois apparent et sécurité incendie	<p>Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)</p> <p>Association des Chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ)</p> <p>CECObois</p> <p>FPIinnovations</p> <p>Ordre des Architectes du Québec</p>	<p>Aucune rencontre pour la période visée</p>	Priorité gouvernementale (Charte sur le bois)



Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique interministériel MFFP sur l'exemplarité en construction bois	Travaux en lien avec l'engagement d'exemplarité du gouvernement à utiliser le bois dans la construction	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Société québécoise des infrastructures (SQI) Société des établissements de plein air du Québec (SÉPAQ) Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDDET) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Ministères des Finances (MFQ) Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)	Aucune rencontre pour la période visée	Suivi des demandes de mesures équivalentes Évolution de la réglementation
Comité de haut niveau de la PGPS	Élaboration du plan d'action interministériel de la politique gouvernementale de prévention santé	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Finances (MFQ) Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) Ministère du Conseil exécutif (MCE) Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) Société d'habitation du Québec (SHQ) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)	Aucun frais 22 février 2021 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	PAI de la politique Actions sous la responsabilité de la RBQ : — Mise à jour du guide sur l'accessibilité — Sensibilisation des acteurs de la construction aux exigences en accessibilité inscrites au Code de construction

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité consultatif du projet d'élaboration des outils de formation pour la qualification professionnelle des travailleurs en installation d'équipement pétrolier CEMEQ — CPIEPQ	Valider les références à la réglementation de la RBQ dans les divers modules de formation préparés par ces organismes.	Association des entrepreneurs pétroliers du Québec (AEPQ), membres de la Mutuelle de formation-CPIEPQ (Comité paritaire d'installation d'équipement pétrolier du Québec), personne reconnue en équipement pétrolier, Emploi Québec, Syndicat des métallos, Centre d'élaboration des moyens d'enseignement du Québec (CEMEQ), Spécialiste en santé sécurité au travail, entrepreneur, Service aux entreprises de la Commission scolaire de la Riveraine.	Aucun frais	Révision finale du contenu faisant référence à la réglementation de la RBQ dans les modules de formation.  Publication des manuels et début des formations.
Comité Bonnes pratiques	Production et mise à jour de fiches informatives sur la plomberie	CMMTQ	Aucun frais	Révision et mise à jour de fiches Bonnes pratiques en plomberie. Les versions à jour ont été déposées sur notre site Web.
Comités technique dispositif anti-refoulement (DAR)	Comité strictement technique sur l'application de la norme CSA B64.10 et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec  ASPE, Polytechnique de Montréal, manufacturiers, enseignants	Aucun frais	Encadrement technique de la norme sur les raccordements croisés
Comité Québec DAR	Comité strictement administratif de l'application de la norme CSA B64.10 et B64.10.1	CMMTQ Réseau Environnement Villes de Laval, de Montréal, de Québec  ASPE, Polytechnique de Montréal	Aucun frais	Encadrement administratif de la norme sur les raccordements croisés
Comité interministériel d'élaboration du Plan d'électrification et de changements climatique (PECC) - Bâtiments résidentiels	Détermination de mesures phares structurantes qui auront un impact important, tangible et mesurable sur les émissions de GES du Québec, sur l'adaptation aux changements climatiques et sur plusieurs sphères de l'économie et de la société québécoise	MELCC, TEQ, MERN, MFFP, Hydro Québec	Aucun frais  2 septembre 2020 visio	Les travaux des comités Bâtiment volet résidentiel ont pris fin en octobre 2019.  Les mesures phares identifiées lors des rencontres guideront le processus d'élaboration du PECC 2020-2030 qui devrait être rendu public sous peu.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité de suivi – Méthodologie d’évaluation des vulnérabilités climatiques d’un parc immobilier	Développer une méthode de diagnostic de vulnérabilité aux changements climatiques du parc immobilier de la SQI	SQI, INSPQ, RBQ, MSSS, Hydro Québec, SPAC, Ouranos, CISSSO	Aucun frais 15 décembre 2020 visio	Présentation par la SQI de leur projet et évaluation des opportunités de collaboration avec leurs organismes partenaires.
Comité interministériel d’élaboration du Plan d’électrification et de changements climatique (PECC) - Bâtiments résidentiels	Détermination de mesures phares structurantes qui auront un impact important, tangible et mesurable sur les émissions de GES du Québec, sur l’adaptation aux changements climatiques et sur plusieurs sphères de l’économie et de la société québécoise	MELCC, TEQ, MERN, MFFP, Hydro Québec	Aucun frais - 2 sept. 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Les travaux des comités Bâtiment volet résidentiel ont pris fin en octobre 2019. Les mesures phares identifiées lors des rencontres guideront le processus d’élaboration du PECC 2020-2030 qui devrait être rendu public sous peu.
BNQ-3650-900 (domaine ISP)	Mise à jour de la norme BNQ-3650-900 Possibilité de considérer les NBIC Part 1 & 2	BNQ: Pascale Lepage et Jean Rousseau	Aucun frais	Le BNQ va démarrer son processus d’évaluation de la mise à jour de la norme et considérer les options possibles une fois les besoins définis. Il nous informera sur le lancement des travaux de cette mise à jour ou non.
Comité technique AQP/ RBQ	Résolutions des problématiques à l'application de la norme B149.2.	Association Québécoise du Propane	Aucun frais Juin et juillet rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Application homogène de la norme CSA B149.2.
Table interministérielle en amélioration continue	Table de partage de bonnes pratiques en AC	MSP, CNESST, SAAQ, MTESS, Environnement, SQI, Retraite Québec, Revenu, SSSS, ITQ, AssNat, Finance, FADQ, Justice, Transport, SCT, MERN, RAMQ, Éducation, MSSS, DPCP, VGQ, CHU, MERN-MFFP	Aux 6 semaines Aucun frais	Échanges sur les pratiques ayant fait leur preuve dans d’autres ministères Présentation de méthodologie d’amélioration continue et de gestion par processus utilisée par la DGI
Réseau Performance (Gouvernemental-Qc) MQQ	Ateliers animés par le MQQ pour partager sur la performance organisationnelle	Transport, SSSS, CNESST, FADQ, MERN-MFFP, MSP, Environnement, MTESS, MCQ, Retraite Québec, SAAQ, Société des traversiers, SHQ, Ville de Qc	4 à 6 rencontres par an Aucun frais	Échanges sur les meilleures pratiques d’affaires, les problèmes vécus au quotidien et autres sujets au choix des participants

### 3. Comités nationaux

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Réunion technique des membres du <i>National board of Boiler and Pressure Vessel Inspectors</i> (NB),	Revue des sujets techniques d’actualités; Changements aux Codes ASME et <i>National board</i> .  Mise à jour du Code / demandes d’interprétations / problématiques particulières	Représentants de toutes les juridictions nord-américaines en installations sous pression;  Membres du <i>National board</i> .	Aucun frais  Juillet 2020	Information sur les sujets d’intérêt au Québec concernant les installations sous pression;  Obtention des positions officielles de l’ASME et <i>National board</i> sur les questions techniques vécues par le milieu au Québec;  Continuer la discussion sur les Codes <i>National board</i> (NBIC)  Mises à jour disponibles dans la nouvelle édition 2021 qui sera publié le 1 <sup>er</sup> juillet 2021
National Board of Boiler and Pressure vessel inspectors	Élection à venir en mai 2021; Déplacement possible en mai 2021 en Arizona Effets Covid sur l’industrie ISP	Tous les représentants des juridictions nord-Américaines	Aucun Frais  Février 2021	Pas de possibilité pour les chefs inspecteurs canadiens de se déplacer à court terme. Possibilité de vote électronique. Participation à la réunion générale en mai par Visio (Zoom ou Teams ou autre outil)
Chantier de modernisation de CSA B51, Groupe de travail #6 – harmonisation d’exceptions provinciales	Modernisation de CSA B51	Toutes les juridictions canadiennes	Aucun frais  25 janvier 2021	Recensement des exceptions évoquées dans les règlements provinciaux et la recherche des compromis possibles afin de créer un standard plus proche de la réalité. Le but ultime étant d’uniformiser les exigences réglementaires à travers Canada
CSA N285A Technical Committee Meeting	Récapitulation et synthèse de résultats des travaux des groupes spécialisés. Votes pour la modernisation et l’orientation générale à suivre	Membres du comité technique CSA	Aucun frais  Aucune rencontre en 2020-2021	Travail sur l’amélioration du code et l’orientation générale d’industrie nucléaire canadienne. Présentation des propositions des sous-comités.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
B51 Technical Committee Meeting	Rapport sur les divers résultats des travaux des divers groupes. Votes pour la modernisation et l'orientation générale à suivre	Divers représentants de juridictions canadiennes et d'intervenants ISP à travers le pays.	Aucun frais 24 février 2021	Vote sur l'orientation générale à prendre pour les travaux de modernisation afin de continuer les prochaines étapes. Les divers comités ont présentés les résultats préliminaires de leurs rencontres.
Sous-comité modernisation CSA B51	Refonte de la norme CSA B51 - Code sur les chaudières, les appareils et la tuyauterie sous pression	Membre du sous-comité technique CSA	Aucun frais 21 octobre 2020 30 novembre 2020 2 décembre 2020 13,14 et 27 janvier 2021 2 février 2021	Rapport sur les résultats des travaux des divers groupes. État des discussions des sous-groupes. Vote pour l'orientation générale à suivre afin dans les travaux de modernisation.
Comité exécutif CSA B52	Révision et amélioration de la norme CSA B52 - Code sur la réfrigération mécanique	Membre du sous-comité technique CSA	Aucun frais 21 octobre 2020 4 novembre 2020 2 décembre 2020 4 février 2020	Orientations générales clarifiées. Validation des membres votants, membres associés et élection des nouveaux membres.
Sous-comité systèmes et applications CSA B52	Révision et amélioration de la norme CSA B52 - Code sur la réfrigération mécanique	Membre du sous-comité technique CSA	Aucun frais 28 octobre 2020 2 décembre 2020 11 février 2020	Divers améliorations sont à prévoir : CO2, Ammoniac, nouveaux réfrigérants, harmonisation avec ASHRAE, maintenance des systèmes et des soupapes de protection contre la surpression...
Sous-comité #5 - Modernisation CSA B51	Refonte de la norme CSA B51 - Code sur les chaudières, les appareils et la tuyauterie sous pression	Membre du sous-comité technique CSA	Aucun frais 21 octobre 2020 4 novembre 2020 2 décembre 2020	Utilisation des nouvelles technologies pour l'accès aux Codes. Utilisation électroniques des formulaires CSA et avoir accès à des outils d'aide pour les requis, les exemptions et les possibles différences entre les juridictions.
Chantier de modernisation de CSA B51, Groupe de travail #1 –programmes de contrôle de la qualité	Modernisation de CSA B51 – les règles et modalités d'approbation des programmes de contrôle de la qualité selon CSA B51.	Toutes les juridictions canadiennes	Aucun frais 13 février 2021	Harmonisation des exigences envers les programmes de contrôle de la qualité dans la prochaine édition du CSA B51

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
National Board of Boiler and Pressure vessel inspectors – Rencontre technique annuelle	Sujets techniques divers à débattre  Retour sur le budget du NBBI et sur les projets à finaliser en 2020-2021	Tous les représentants des juridictions nord-Américaines ainsi que des intervenants ISP de tous les milieux.	Aucun frais  Octobre 2020	Mise à jour des connaissances techniques et des pratiques de quelques sujets.  Mise à jour à prévoir dans les nouvelles éditions des codes ASME et NBIC.
CSA B-51, sous-comité clause 4,8,11, Annex D et J.	Maintenir et améliorer le contenu de code CSA B51.Ce code est adopté au Québec par le Règlement sur les installations sous pression (c. B-1.1, r.6.1).	Membres CSA B-51, sous-comité clause 4,8,11, Annex D et J.	Aucun frais  14 janvier 2021 8 février 2021	Le sous-comité sur les clauses 4, 8, 11, Annexe D et J de code CSA B-51 a la fonction de développer les exigences normatives applicables au domaine des chaudières, des appareils et de la tuyauterie sous pression.
Association des chefs inspecteurs du Canada (ACI)	S’informer sur toutes les activités reliées aux installations sous pression dans toutes les juridictions canadiennes et discuter de tout changement.  Représenter la RBQ au sein du ACI  Harmonisation des pratiques ISP : inspection des installations, inspection périodique, inspection des réparations, émission de CRN, qualification des MMF et des soudeurs haute pression, système de réfrigération	Élections National Board  Rencontre ACI –  Eben Creaser (Nouveau-Brunswick)  Ryan DeLury (Manitoba)  Tous les chefs inspecteurs représentants des juridictions canadiennes. Représentant du National Board, Canada Energy regulator, Commission canadienne de sûreté nucléaire, représentants des divers intervenants ISP du Canada.	Aucun frais  Août 2020	Représentation canadienne dans le BOT. Planification de la rencontre ACI en été 2021 (en personne vs par vidéo conférence).  Retour sur les diverses pratiques et évaluation des possibilités d’harmonisation, qualification des inspecteurs, adoption de la dernière édition des Codes ISP, problèmes particuliers de certaines juridictions (dont le Québec).
Modernisation du CSA-B51	Modernisation du CSA-B51; Revue de conception, audit et émission de certificat/permis pour des intervenants ISP; pratique des juridictions, encadrement et qualification des inspecteurs ISP...	CSA-B51 Working Group # 3 : Perry Chao ; Creaser, Eben (JPS/JSP); Caslav Dinic; Rabie Harb; William Simpson; Brian Krasiun ; Ryan McLachlan ; Lou Petrusevski yanpeng wang; Brian Krasiun	Aucun Frais  Dernière rencontre le 22 février 2020	L’encadrement d’émission de permis/certificats pour des détenteurs de PCQ est le sujet chaud à suivre. Des exigences spécifiques pour la qualification du personnel responsable de la revue de conception pourraient voir le jour. Ces deux sujets auront un impact assez important sur l’organisation ISP au sein de la RBQ.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
National Board of Boiler and Pressure vessel inspectors - Board of Trustees	Élection des membres du BOT – NBBI (conseil d’administration du National Board)	Rob Troutt (Chief Inspector Texas)	Aucun frais	Retour sur les besoins spécifiques du Québec: formation des inspecteurs, NBIC disponible en Français, enregistrement des déclarations de conformité de type CSA-B51 auprès du National Board, représentation adéquate au sein du BOT et assignations dans les comités techniques des divers Codes.
Comité consultatif national sur la sécurité publique (CCNSP -NPSAC)	Promouvoir l’adoption des codes et des normes de sécurité dans le domaine des installations techniques Donner des avis sur l’évolution de codes et sur le fonctionnement du système canadien de normalisation. Collaborer et se concerter sur l’administration des codes et des normes dans la réglementation des provinces et territoires.	Organismes de réglementation fédéraux, provinciaux et territoriaux. le Conseil canadien des normes, l’Association canadienne de normalisation (CSA), les Laboratoires des assureurs du Canada et le Bureau de normalisation du Québec (BNQ)	Aucun frais rencontre virtuelle automne 2020 sur Microsoft Teams	Avancement du projet de création d’un mécanisme national de partage de données sur les accidents. Collaboration sur l’échange d’information sur les accidents et incidents récents. Amélioration anticipée de la connaissance des problèmes de contrefaçon pouvant poser des risques Partage d’expertise sur l’évaluation et la gestion des risques dans d’autres juridictions. Avis au Conseil canadien des normes sur divers sujets reliés au développement des normes au Canada.
Comité consultatif provincial territorial des politiques sur les codes (PTPACC)	Orienter et superviser l’élaboration des codes modèles nationaux de construction et encourager l’uniformité de la réglementation sur les bâtiments et les installations dans l’ensemble du Canada.	Ministères et organismes provinciaux et territoriaux du Canada	Aucun frais rencontres virtuelles en continu sur Microsoft Teams	Développement des codes dans une perspective d’uniformisation et de cohérence. Mise en commun et échange des meilleures pratiques. Les sujets abordés se rapportent aux enjeux, aux priorités, aux demandes et aux décisions concernant les codes modèles nationaux de construction.
Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI – CCBFC)	Veille à orienter, à élaborer et à mettre à jour les publications de Codes Canada.  Elle encadre les travaux de nombreux comités et groupes d’étude et elle approuve officiellement tous les codes modèles et les documents connexes ainsi que les révisions techniques avant qu’ils soient publiés par le CNRC	Les membres sont choisis dans toutes les régions du Canada en fonction de leurs domaines d’intérêt et de leur expertise plutôt qu’à titre de représentants d’associations ou de groupes particuliers. Ils sont choisis en vue d’apporter une large représentation géographique et technique	Aucuns frais Rencontre virtuelle en continue	Développement des codes et normes nationaux en ascenseurs et appareils élévateurs, remontées mécaniques, électricité, gaz, équipements pétroliers, installations sous pression, jeux et manèges

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Sous-comité sur la révision du processus d’élaboration des codes	Réviser le processus d’élaboration des codes relevant du CNRC	Voir agenda de Silvia printemps-été 2020 (JTG)	Aucun frais	Production d’un document sur le système d’élaboration des codes au Canada incluant des recommandations
Comité conjoint des exécutifs du NPSAC et du PTAC	Développer des stratégies dans le but d’atteindre les objectifs de la TCCR dans le but de réaliser les objectifs du plan de travail annuel de la TCCR : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Numéro d’enregistrement canadien</li> <li>• Codes électriques</li> <li>• Qualification des gazfitters</li> </ul>	Présidents et vice-présidents du NPSAC et du PTAC	Rencontre virtuelle en continue Aucuns frais	Suivi et recommandations au NPSAC et au PTAC
Comité Gazfitters	Réaliser l’harmonisation des définitions de la profession de gazfitters dans les provinces et territoires	Membres du PTAC, du NPSAC, MTESS (Emploi-Québec), MEI, RBQ	Rencontre virtuelle en continue Aucun frais	Harmonisation de la définition de la profession de gazfitters (en cours) Établir la pertinence pour le Québec d’adhérer à cette harmonisation
Comité aviseur sur l’analyse d’impact portant sur l’harmonisation des codes électriques	Voir lettre mandat	Comité mis en place par le Conseil canadien des normes, auquel participent le groupe CSA, des représentants des provinces de Saskatchewan, le Québec (autre province), ainsi que la Fédération canadienne électrotechnique et des représentants l’industrie.	Aucun frais	Analyse d’impact portant sur l’harmonisation du code électrique
Comité de travail du PTPACC visant l’élaboration de l’Accord de conciliation	Voir tous les JTG dans l’agenda de Silvia et placer sous le comité PTPACC		Rencontre une fois par mois en continue	



Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Groupe de travail sur l'harmonisation	Chaque province et territoire signalera les écarts entre les dispositions techniques de ses codes de construction et des codes nationaux au Conseil national de recherches du Canada, conformément au Plan de mise en œuvre. Chaque province et territoire réduira ou éliminera le nombre d'écarts entre les dispositions techniques de ses codes de construction et des codes nationaux, conformément au Plan de mise en œuvre.	Ministères et organismes provinciaux et territoriaux du Canada	Aucun frais rencontres virtuelles en continu sur Microsoft Teams	Chaque province ou territoire mettra en vigueur ses nouveaux codes de construction dans les 24 mois suivant la publication des éditions 2020 des codes nationaux, dans les deux langues officielles, conformément au Plan de mise en œuvre. Chaque province ou territoire mettra en vigueur ses nouveaux codes de construction dans les 18 mois suivant la publication des éditions de 2025 des codes nationaux, de même que les éditions subséquentes, dans les deux langues officielles, conformément au Plan de mise en œuvre.
Comité interministériel sur l'harmonisation des Codes	Informar les Ministères et organismes des travaux en harmonisation	Ministères et organismes provinciaux CMMTQ	Aucun frais Rencontre virtuelle en décembre	Première présentation sur les travaux induits par les accords de conciliation des Codes
Comité d'expert sur la ventilation dans le réseau de l'éducation et de la santé	Participer à l'élaboration du rapport d'expert pour la ventilation en pandémie	Ministères et organismes provinciaux Charte de recherche	Aucun frais - Rencontre virtuelle en Novembre, décembre et janvier	Élaboration du rapport
Comité permanent de l'usage et des moyens d'évacuation des bâtiments	Étudier, proposer et valider les modifications au Code national du bâtiment concernant les usages et les moyens d'évacuations.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais 20 rencontres virtuelles de 3 h sur Microsoft Teams pendant la période visée	Modifications au Code national du bâtiment
Sous-comité sur l'accessibilité	Élaboration des exigences en accessibilité (CNB 2020)	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais 10 rencontres virtuelles de 2 h sur Microsoft Teams pendant la période visée	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Groupe de travail Grab Bars	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais 6 rencontres virtuelles de 2 h sur Microsoft Teams pendant la période visée	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Comité sur la sécurité incendie dans les bâtiments agricoles	Prévenir les sinistres d’origine électrique sur les fermes et promouvoir ainsi que favoriser la surveillance des travaux électriques dans les installations agricoles	Corporation des Maîtres électriciens du Québec (CMEQ) Union des producteurs agricoles (UPA) Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) Promutuel Assurance Octane stratégie Hydro-Québec Ministère de la sécurité publique (MSP) National Association des techniciens en prévention-incendie du Québec (ATPIQ) Fédération québécoise des municipalités (FQM) Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation (MAPAQ)	Aucun frais (rencontre virtuelle)	Travaux en continu
Sous-comité CBCS et Service incendie Montréal (SIM)	Identifier les difficultés suite à l’adoption Canaux de communication facilitateurs Avoir un soutien de proximité (plaintes)	Représentants opérationnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal et DIS	Pas de rencontre en 2020	Ancien sous-comité sur les plaintes et signalements, converti en sous-comité CBCS, faisant suite à l’adoption (2017)
Comité conjoint service incendie Montréal (SIM)	Partager nos façons de faire, nos orientations et préoccupations Orienter le sous-comité CBCS face aux problématiques relevées (décisions)	Représentants décisionnels du Service de prévention incendie de la Ville de Montréal	Pas de rencontre en 2020	Rencontre du 5 décembre 2019
Comité permanent sur les maisons et les petits bâtiments (Partie 9)	Préparer les recommandations relatives aux exigences de la partie 9 de la division B du Code national du bâtiment – Canada (CNB).	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais - rencontres virtuelles en continu	Suivre l’évolution des dispositions la partie 9 du national du bâtiment – Canada (CNB)

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Groupe de travail sur les escaliers	Évolution du Code de construction	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucune rencontre pour la période visée	Analyses, rédactions et recommandations sur une série de modifications demandées au CNB
Comité permanent de la séparation des milieux différents (Partie 5)	Préparer les recommandations relatives aux exigences visant la séparation des milieux différents portant sur le transfert de chaleur (sauf la chaleur provenant d'un incendie); l'infiltration des précipitations, des eaux de surface et de l'eau provenant du sol; la diffusion de la vapeur d'eau; le transfert d'air et d'autres gaz, de la poussière, de spores et d'autres particules en suspension dans l'air; les charges dues aux pressions d'air, notamment la pression créée par les installations mécaniques, l'effet de tirage et les charges dues au vent; la transmission du son; et les charges structurales exercées sur les éléments de séparation des milieux différents et les ensembles de construction exposés au milieu extérieur.	Conseil national de recherches du Canada CNRC, organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais 30 avril, 18 juin et 22 juillet 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Suivre l'évolution des dispositions de la partie 5 de la division B du Code national du bâtiment – Canada (CNB).
Comité permanent sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments	Évolution du Code national de l'Énergie pour les bâtiments (CNÉB)	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la construction	Aucun frais - rencontres virtuelles en continu20 mai, 2 juin et 15 juin 2020 rencontres virtuelles	Modifications au CNÉB et à la section 9.36. du CNB
<i>Federal Provincial Territorial Energy Codes Implementation Group</i> (FPTECIQ) Groupe de mise en œuvre des codes de l'énergie fédéral-provincial-territorial	Nouvelles sur les outils disponibles pour l'application des exigences en efficacité énergétique et partage des expériences provinciales sur l'application des exigences en efficacité énergétique	Ressources naturelles Canada, Conseil national de recherches du Canada (CNRC), représentants des ministères de l'Énergie et des autorités ayant juridiction pour l'implantation des exigences réglementaires en efficacité énergétique des provinces	Aucun frais- rencontres virtuelles en continu	Regroupement d'information

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité permanent des matières et activités dangereuses (CPMAD) Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies	Le CPMAD prépare les recommandations à l’intention de la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies (CCCBPI) relatives aux exigences dans les codes modèles nationaux de construction et les documents connexes en matière de prévention, d’atténuation et de contrôle des risques dans les bâtiments et les aires extérieures, y compris dans les aires souterraines, où :  •des activités qui présentent un risque d’incendie ou d’explosion ont lieu; et  •des matières combustibles, des marchandises dangereuses, des liquides inflammables ou des liquides combustibles sont stockés, utilisés, manipulés ou transformés.	Conseil national de recherches du Canada (CNRC), organismes provinciaux et représentants du milieu de la sécurité incendie	Aucune rencontre pour la période visée	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du CNPI afin d’informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d’identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.
Strategic Steering Committee on Mechanical Industrial Equipment Safety (MIES SSC)	Fournir des avis et des recommandations relatives à l’élaboration de normes touchant le domaine des ascenseurs et des appareils sous-pressions.	CSA Group, ABSA, Technical Standards & Safety Authority (TSSA), H. H. Angus & Associates Ltd., S Katz and Associates inc., University of Calgary Smith + Anderson, Madiko Consulting, Slegers Engineered Products inc., AES Engineering, Otis Canada Inc.	Aucune rencontre pour la période visée	Rédaction d’un plan stratégique.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Association canadienne des chefs inspecteurs d'ascenseurs (APCEI)	L'association a pour mandat : a) de promouvoir l'application uniforme de la législation et de la réglementation, à l'ensemble des provinces et territoires canadien; b) d'échanger sur les meilleures pratiques en réglementations et encadrements des intervenants du domaine des. appareils de levage pour favoriser la conformité et la sécurité des installations; c) d'échanger des informations sur les accidents impliquant des appareils de levage afin de prévenir la répétition de ces événements; d) de partager les connaissances sur les nouvelles technologies et techniques d'installations; e) de recueillir et compiler des données et des statistiques utiles aux membres, et; f) d'aviser les comités techniques de la CSA, des difficultés qui ont été rencontrées pour faciliter l'application et l'interprétation des différents codes et normes du domaine des ascenseurs et autres appareils élévateurs.	Le comité est formé des représentants des provinces et territoires du Canada et des organismes chargés de l'application de la réglementation canadienne en matière d'ascenseurs et autres appareils élévateurs. Chair Dean McLellan, V. Chair Peter Sorenson, Secretary Dean Bruce	Aucun frais 23 juillet et 2 octobre 2020 conférence téléphonique	Se tenir à jour sur les meilleures pratiques d'inspection et sur les problématiques rapportées dans les autres provinces Canadiennes.
CSA Advisory Council on Elevating Devices (ACED)	Le comité permet notamment à la CSA de prendre des décisions éclairées concernant : • la rédaction et la publication des codes et normes (CSA 844, CSA B355, CSA Z271/CSA Z91, CSA B311, CSA Z256/CSA Z185 , CSA Z98, CSA Z267, CSAB354; • l'harmonisation et la fusion des codes et normes; • la reconduction (réaffirmation) des éditions des codes et normes; • les exigences de certification des produits d'ascenseurs (TIL's); • la traduction française des codes et normes de la CSA.	Regroupement des représentants des autorités ayant juridictions canadiennes	Aucun frais 21 octobre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Faire valoir le point de vue du Québec pour l'élaboration des codes et norme de CSA, nottament en ce qui a trait au besoin d'obtenir des versions française adéquate.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité aviseur canadien en plomberie (CACP)	Table de concertation sur les normes de plomberie ainsi que dans les cas litigieux comme les produits hors norme ou sans norme.	Organismes réglementaires, représentants de l'industrie, organismes de certifications, CNRC, Conseil canadien Normes.	Aucun frais 18 août 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Maintenir à jour le Code de plomberie en ce qui a trait aux matériaux et aux produits de plomberie.
Comité canadien de réglementation en plomberie (CCRP)	Échanger et informer le comité aviseur canadien des décisions et actions que prendront les provinces.	Représentants des provinces	Aucun frais 17 août et 20 octobre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Échanger sur les différentes problématiques rencontrées, les nouveaux concepts, etc. de façon à obtenir une certaine uniformité dans l'application de la réglementation.
Comité permanent des installations de plomberie et de CVCA (codes 2025)	Préparer les recommandations relatives aux exigences visant les installations techniques de bâtiments dans les codes nationaux de construction et les documents connexes portant sur les installations de plomberie.	CNRC et membres du comité	Aucun frais Juin, juillet et octobre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Faire évoluer la réglementation en fonction de l'avancement des connaissances et le développement de nouveaux produits
Groupe de travail sur les installations de plomberie	Analyser les propositions de changement et soumettre au comité principal des propositions de modifications visant différents systèmes de plomberie.	CNRC et membres du comité	Aucun frais 14 octobre 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Faire évoluer la réglementation en fonction de l'avancement des connaissances et le développement de nouveaux produits
Groupe de travail sur l'économie d'eau potable	Analyser les propositions de changement et soumettre au comité principal des propositions de modifications visant l'économie d'eau potable.	CNRC et membres du comité	Aucun frais 25 septembre 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Faire évoluer la réglementation en fonction de l'avancement des connaissances et le développement de nouveaux produits.
Canadian Advisory Council on Electrical Safety (CACES)	Harmoniser la réglementation touchant le secteur électrique entre les provinces canadiennes	Représentants des autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité (Provinces et grandes villes Canadienne) (RAAB), représentant du Conseil canadien des normes, des organismes de certifications, d'inspections et de rédaction de normes, et intérêt général.	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Travail en continu et rencontre annuelle des organismes de certification de produits électriques.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité exécutif du Code canadien de l'électricité, Partie I (CSA)	Comité technique pour l'élaboration et l'interprétation des exigences du Code canadien de l'électricité	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Adoption des propositions de changements pour l'édition 2021 du CCE
Regulatory Authority Committee (RAC)	Échanger et informer le comité aviseur canadien (CACES) des décisions et actions que prendront les provinces sur les différents sujets touchant la réglementation et la certification en électricité.	Représentants des autorités (provinciales et municipales) ayant juridiction sur les installations électriques (RAAB).	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Rencontre annuelle.
Comité stratégique : Steering Committee on Requirements for Electrical Safety (SCORES)	Comité stratégique permettant d'orienter les actions à prendre pour l'élaboration des normes du secteur électricité.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Rencontre annuelle.
Technical Committees on : Wiring Product, Industrial Products, Consumer and Commercial Products, General Requirements (TCWP CSA)	Comités techniques pour la révision et approbation des normes de fabrication de produits électriques.	Représentants de concepteurs, fabricants, installateurs, organismes de certification, distributeur et autorités ayant juridiction du domaine de l'électricité.	Aucun frais 1 <sup>er</sup> novembre 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Voter sur les changements aux normes de fabrications électriques.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique B44 : Ascenseurs et monte- charges- Association canadienne de Normalisation (CSA)	Élaboration et interprétation des exigences de la norme sur les ascenseurs et autres appareils élévateurs (ASME A17.1/CSA B44). L'objectif principal du comité du Code CSA B44 est l'établissement d'exigences minimales, pouvant être adopté par les pouvoirs de réglementation partout au Canada, pour viser la conception, l'installation et l'entretien des ascenseurs, des monte-charges, des escaliers mécaniques, des petits monte-charges, des trottoirs roulants et des monte-matériaux.  Le comité CSA B44TC est un sous-comité du ASME A17.1/CSA B44 (Code Nord-Américain harmonisé) et étudie la possibilité de prescrire des exigences s'appliquant seulement aux régions canadiennes. Ces exigences canadiennes sont précédées dans le texte par la mention « Dans les régions qui appliquent le CN8C ».		Aucun frais 22 octobre 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Participer à ce forum regroupant les différents intervenants Canadien.
Comité technique B45 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les appareils sanitaires	Déterminer les exigences et performances des appareils sanitaires.	Organismes réglementaires, représentants de l'industrie, représentants des consommateurs, représentants de l'Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucun frais 18 juin 2020 et 4 février 2021 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Évolution de la norme
Comité technique B125 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les robinets	Déterminer les exigences et performances des robinets.	Organismes réglementaires, représentants de l'industrie, représentants des consommateurs, représentants de l'Association canadienne de Normalisation (CSA)	Aucun frais 18 juin 2020 et 3 février 2021 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Évolution de la norme.
Comité technique B139 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Établir les exigences visant les installations de chauffages au mazout, l'alimentation des moteurs à combustion interne et les génératrices au diesel. Préparation de la prochaine édition du Code.	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	Aucun frais 7 avril, 14 mai, 28 mai et 18 juin rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Présentation de diverses demandes de modifications de l'édition 2015 de ce Code. La prochaine édition de ce Code est prévue pour 2019.  Travail en cours pour la révision de la version française.



Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique B149.1 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions des modifications du code B149.1 : Code d’installation du gaz naturel et du propane	Organismes de régulation provinciaux, industrie du propane et entrepreneurs spécialisés en gaz et groupe d’intérêt public	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Traitement des propositions de modifications en cours pour leur intégration dans la prochaine édition de ce code.
Comité technique B149.2 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.2 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique B149.3 : Association canadienne de Normalisation (CSA)	Participer au traitement des propositions de modifications du code B149.3 : Code sur le stockage et la manipulation du propane.			
Comité technique B355 : Appareils élévateurs pour personnes handicapées - Association canadienne de Normalisation (CSA)	Élaboration et interprétation des exigences de la norme canadienne sur appareils élévateurs pour personnes handicapées.	Regroupement des représentants canadiens, américains et de l’industrie.	Aucun frais 19 et 20 novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Participer à l'élaboration d'une norme qui assurer la sécurité des personnes qui utilise ces appareils.
Comité technique B483.1 : Dispositifs de traitement de l’eau potable - Association Canadienne de Normalisation (CSA)	Déterminer les exigences et performances des dispositifs de traitement de l’eau potable.	Organismes réglementaires; Représentants de l’industrie; Représentants des consommateurs; Représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA).	Aucun frais 5 novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Évolution de la norme.
Comité technique Z257 : Plumbing in HCF's - Association canadienne de Normalisation (CSA)	Déterminer les exigences de plomberie pour les établissements de soins	Organismes réglementaires; Représentants de l’industrie; Représentants des consommateurs; Représentants de l’Association canadienne de Normalisation (CSA).	Aucun frais 4 juin et 23 octobre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Évolution de la norme.

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité technique du Code canadien sur l’installation d’hydrogène	Rédaction du Code canadien d’Installation de l’hydrogène comme norme nationale et de son éventuelle adoption.	Bureau de normalisation du Québec, AVT and Associates, Hydro-Québec, TSSA, Conseil national de recherche du Canada, Canadian Nuclear Labs, l’industrie du gaz (Air Liquide et Praxair), consultants en installations d’hydrogène (Toyota Canada, Ballards Power Systems, Powertech Labs, HTEC, Change Energy Services, Clean Fuel Systems et Hydrogenics).	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Avancement dans les modifications apportées pour la prochaine édition de cette norme et la rédaction suit son cours pour être publiée en 2020
Comité technique Z98 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les remontées mécaniques	Uniformiser les exigences canadiennes relatives à la conception, à la construction, à l’installation, au fonctionnement, à l’entretien, à l’inspection et à la mise à l’essai des remontées mécaniques. Ajout, retrait, modification d’articles selon les accidents et les différents problèmes techniques survenus.	Représentants des provinces canadiennes, des fabricants de remontées mécaniques, d’exploitants de stations de ski, de regroupements d’exploitants de Stations de ski, d’entrepreneurs en installation de remontées mécaniques, de consultants (ingénieurs), de concepteurs et de firme de consultants	Aucune rencontre pour la période visée	Vote annuel sur proposition de changements en vue du vote final quinquennal pour la publication de la prochaine édition de la norme nationale (CSA Z98) servant de base à la réglementation du Québec. Assurer la qualité des travaux de construction et la sécurité des installations de remontées mécaniques.  Révision et publication aux 5 ans; Prochaine activité réglementaire en 2019
Comité technique Z276-18 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur le Gaz naturel liquéfié (GNL), production, stockage et manutention	Élaborer et modifier les exigences techniques relatives aux installations de production, stockage et manutention de gaz naturel liquéfié (GNL) contenues dans la norme CSA Z276-15. Ces réunions font partie du cycle de révision de la norme en vue de l’édition 2018-2019.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, distributeurs de gaz naturel, fabricants, consultants canadiens et américains et groupes d’intérêts associés au GNL.	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Des questions d’inspecteurs de la RBQ soumises au CT apportent des clarifications pour leur mandat en GNL; participation active à l’élaboration de l’édition 2018; ingénieur de la RBQ responsable du groupe sur la vérification de la traduction française de la norme. Un nouveau chapitre obligatoire sur la gestion des risques est créé; l’annexe D sur les centres de ravitaillement en GNL sera transférée au CSA B108.
Comité Z662 : Association canadienne de Normalisation (CSA) sur les réseaux de canalisations de pétrole et de gaz	Le comité technique du code CSA Z662 met à jour les normes de conception, de construction, d’exploitation et d’entretien des réseaux de canalisations de l’industrie pétrolière qui transportent des hydrocarbures liquides.	Autres juridictions provinciales et fédérales canadiennes, opérateurs de pipeline, fabricants, consultants	872,95 \$ <sup>1</sup> Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	La RBQ est informée des priorités de développement au niveau du code CSA Z662 afin d’informer les autorités sur les enjeux potentiels, de participer aux discussions techniques et d’identifier les améliorations permettant de contribuer au développement de sa propre réglementation.

<sup>1</sup> Les frais s’expliquent par le fait que les billets d’avion ont été achetés avant la pandémie. Ce montant est crédité pour une utilisation future

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
Comité CSA Z7396.1 Réseaux de distribution de gaz médicaux	Élaborer les exigences normatives applicables aux réseaux de gaz médicaux. Ce code est adopté par règlement au Québec	Représentants des juridictions canadiennes Représentants d'industrie d'équipements sous pression Représentants d'exploitants-utilisateurs Représentants des concepteurs d'installations de distribution et des vendeurs d'équipements	Aucun frais Juin et novembre 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Nouvelle participation de la RBQ à ce comité, puisque le nouveau règlement en ISP renvoie à cette norme et son application présente certains enjeux pour le Québec.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Advisory Council Meeting	Informar les membres du comité consultatif sur les faits marquants de l'année passée et sur les nouveautés à venir. Fournir des avis et des recommandations relatives à l'élaboration de normes et plus particulièrement de normes nationales et autres documents reconnus.	Représentants des autorités ayant juridiction (provinciales et municipales)	Aucun frais 20 mai 2020 rencontre virtuelle sur Microsoft Teams	Information sur l'évolution des normes ULC transmise de façon continue aux responsables des divers domaines.
Underwriters Laboratories of Canada (ULC) : Technical committee on Work program S600A-S600B et S600H	Participer à l'évolution des diverses normes de certifications reliées aux équipements pétroliers	Représentants des provinces, fabricants, usagers et diverses associations	Aucun frais 28 avril, 14 mai et 9 juin 2020 rencontres virtuelles sur Microsoft Teams	Revue de propositions de changements pour diverses normes.
Rencontre interprovinciale sur l'Accord d'acceptation du processus de vérification des demandes de CRN et le site d'enregistrement accéléré CRN Online	Amélioration de site CRN Online et résolution des problèmes apparus durant l'utilisation	Toutes les juridictions canadiennes	Aucun frais	Échange de bonnes pratiques et arrimage des critères techniques d'émission des CRN selon les exigences de l'accord interprovincial de reconnaissance de revue de la conception.
Comité permanent des installations de plomberie et de CVCA (codes 2025)	Préparer les recommandations relatives aux exigences visant les installations techniques de bâtiments dans les codes nationaux de construction et les documents connexes portant sur les installations de plomberie.	CNRC et membres du comité	Aucun frais 12 et 13 mai, 5 et 11 juin, 1er et 8 octobre, 10 décembre virtuelles sur Microsoft Teams	Faire évoluer la réglementation en fonction de l'avancement des connaissances et le développement de nouveaux produits

Nom du comité	Mandat	Organismes participants	Dépenses (Déplacement – réception)	Résultats
CRN Steering Committee for the implementation of the reconciliation agreement	Nouveau comité mis sur pied à l’initiative du PTAC Coordination et communication pour la mise en œuvre de l’accord de conciliation sur le NEC	Présidents et vice-présidents des comités suivants: PTAC NPSAC (Comité sur le NEC Pancanadien) ACI (Association des chief inspectors)	Aucun frais	Échange de préoccupations et d’informations sur les besoins des provinces pour opérationnaliser l’entente
Comité technique CSA N 285 – General requirements for pressure retaining systems and components in CANDU nuclear power plants	Élaborer les exigences normatives applicables à la production et à la réparation des pièces d’équipement des centrales nucléaires CANDU. Ce code est adopté par règlement au Québec.	Représentants de juridictions canadiennes actives dans le domaine nucléaire Représentants d’exploitants utilisateurs de centrales nucléaires Représentants d’industrie de fabrication et de réparation d’équipements sous pression Représentants des propriétaires des brevets sur les réacteurs CANDU, ainsi que les firmes d’ingénierie et de conception	Aucun frais	Nouvelle participation de la RBQ à ce comité, considérant que les discussions émergentes dans ce comité étaient présentent des enjeux pour la RBQ. Travaux portant sur la prochaine édition du code CSA N 285, travaux dans les sous-comités, validation de la version française.

Aucun comité n’a de budget spécifique. Les dépenses encourues se limitent, s’il y a lieu, aux frais de déplacement, d’hébergement et de repas des représentants de la RBQ et aux coûts de location de salles pour la tenue des réunions.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-05**

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

**Personnel occasionnel par secteur**

Secteur	2020-2021 (données au 28 février 2021)	
	Nombre	%
Bureau du président-directeur général	7	1,3
Vice-présidence aux enquêtes	5	0,9
Vice-présidence à la réglementation et à l’innovation	2	0,4
Vice-présidence aux relations avec la clientèle et aux opérations	19	3,6

Parmi les 87 recrutements réguliers effectués cette année, 13 occasionnels ont été régularisés, représentant 14,9 % des recrutements.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-06**

Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2021-2022, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2021 qu'il y aurait des efforts budgétaires.

Mesure d'optimisation de l'approvisionnement, mesure d'économie découlant du télétravail et rendements escomptés pour l'exercice financier 2021-2022.

À sa séance du 3 décembre 2019, le Conseil du trésor a approuvé des rendements escomptés de la mesure d'optimisation de l'approvisionnement pour 2020-2021. Cette mesure a été reconduite à l'exercice 2021-2022 pour un rendement escompté fixé à 26,8 k\$.

De plus, à sa séance du 8 décembre 2020, le Conseil du trésor a approuvé une mesure d'économie découlant du télétravail pour l'exercice financier 2021-2022. Cette économie représente une amélioration des résultats de 661 k\$.

Ainsi, les résultats attendus de 2021-2022 sont passés d'un excédent de 1 323,6 k\$ à 2 015,3 k\$. L'amélioration du résultat couvre le montant de 26,8 k\$ en mesure d'optimisation de l'approvisionnement et celui de 661 k\$ en mesure d'économie découlant du télétravail.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-07**

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2020-2021, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

La Régie du bâtiment du Québec n'a effectué aucun sondage ou enquête d'opinion en 2020-2021.

*Régie du bâtiment du Québec*

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

**RP1-08**

Nombre total d'avis juridiques et autres, commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées<sup>1</sup>.

Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2020-2021 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes budgétaires du gouvernement, nous vous référons aux mandats listés à la question P.62 qui fournit cette information.

<sup>1</sup> Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

**Avis juridiques internes d'un ministère**

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2020-2021 dans le cadre de l'Étude des crédits.

**Avis juridiques internes d'un organisme**

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

**Avis juridiques externes**

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.





*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-09**

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

CONTRATS OCTROYÉS	FIRMES RETENUES	COÛT \$
Traduction FR-ANG; profil de compétences 6.1	Sylvain Turner	436,32\$
Traduction FR-ANG; Réouverture bâtiment	Sylvain Turner	914,22 \$
Traduction FR-ANG; Formation continue - répondants	Sylvain Turner	211,41 \$
Traduction FR-ANG; réclamation et Profil 1.1.1 et 1.3	Sylvain Turner	2 710,84 \$
Traduction FR-ANG; accord multipartie Safety Council	Sylvain Turner	240 \$
Traduction FR-ANG; baignade	Sylvain Turner	50,00 \$
Traduction ANG-FR : Nous joindre	Sylvain Turner	74,79 \$
Traduction FR-ANG; capsules répondant et plomberie code construction	Sylvain Turner	197,91\$
Traduction FR-ANG; cheminement	Sylvain Turner	250,29\$
Traduction FR-ANG; ajout CA	Sylvain Turner	81,85 \$
Traduction FR-ANG; demande accès	Sylvain Turner	176,89 \$
Traduction FR-ANG; référentiel DQRC	Sylvain Turner	55,08 \$
Traduction FR-ANG; bénévolat, lettre infraction	Sylvain Turner	175,50\$
Traduction FR-ANG; guide chauffe-patio, projet règlement-consultation	Sylvain Turner	288,35\$
Traduction FR-ANG; lettres informations	Sylvain Turner	529,29 \$
Traduction FR-ANG; web, système chauffage	Sylvain Turner	60,00 \$
Traduction FR-ANG; paragraphe site web	Sylvain Turner	50,00 \$



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-10**

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société québécoise des infrastructures par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021.

Veillez-vous référer aux questions RG-17 et RG-20.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-11**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés ;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

Il n'y a eu aucun concours en 2020-2021.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-12**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021 et les prévisions pour 2021-2022 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Les informations sur les contrats de moins de 25 000 \$ figurent dans le tableau annexé à la présente fiche.

La RBQ n'a conclu aucun contrat supérieur à 25 000 \$.

Annexe à la fiche RP1-12                      Campagnes de publicité et de sensibilisation 2020-2021 (contrats de moins de 25 000 \$)				
Campagnes de sensibilisation				
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Montage du visuel pour le déménagement de la RBQ	60,00 \$	Empreinte design graphique	Été 2020	Informers le grand public et les partenaires du déménagement du siège social de la RBQ.
Impression carton déménagement Port-Royal	71,39 \$	Groupe ETR	Automne 2020	Informers le grand public et les partenaires du déménagement de la Vice-présidence enquêtes.
Impression de dépliants pour déménagement siège social facture #30571	411,04 \$	Groupe ETR	Été 2020	Informers le grand public du déménagement du siège social de la RBQ.
Efficacité énergétique (Fonds Vert)	5 353,67 \$	Vielles Forges	01-août-20	Informers les entrepreneurs de l’entrée en vigueur du nouveau chapitre Efficacité énergétique
Efficacité énergétique ET formation continue (1/2 Fonds Vert)	9 659,68 \$	Vieilles Forges	01-août-20	Informers les entrepreneurs de l’entrée en vigueur du nouveau chapitre Efficacité énergétique et des obligations relatives à la formation continue
Avis de cotisation	329,00 \$	Groupe Audaz	Tout au long de l'année	Informers les intervenants de leurs obligations.
Être répondant, plus qu’une simple formalité!	829,00 \$	Imprimerie Sociale	Tout au long de l'année	Informers les répondants de leurs obligations.
Accroche (flyer) audience devant le Bureau des régisseurs	129,00 \$	Copie Xpress	Tout au long de l'année	Informers le grand public et les partenaires du déménagement du bureau des régisseurs.
Flyers Points de service Québec	61,00 \$	Cxconseils	Tout au long de l'année	Informers le grand public et les partenaires des points de services de la RBQ dans la province.
ISP : Sensibilisation des salons funéraires (autoclave conforme)	77,96 \$	Vieilles Forges	01-août-20	Rappeler aux propriétaires d’établissement funéraire leurs obligations quant à l’installation et au maintien adéquats de leurs équipements sous pression
Congrès, Colloques et Salons				
Location espace, transport, montage kiosque et visibilité.	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Événement CMEQ - Mars mois de la formations 2021	12 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	mars-21	Sensibiliser les entrepreneurs de l'importance de la formation en électricité (sujets variés)
Association des entrepreneurs en maçonnerie du Québec (AEMQ)	1 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	hiver 2020	Partenariat au Sommet de la maçonnerie 2020 - Sensibiliser les intervenants sur la réglementation
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)	1 500 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	23 et 24 octobre 2020	Commandite des ateliers lors du 59ieme congrès - édition virtuelle de l'APCHQ
Congrès de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	24 octobre 2020	Partenariat avec la CMEQ - sensibiliser les intervenants en électricité sur la réglementation
Événements CONTECH - bâtiment (Qc et MTL)	3 900 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	28 oct. et 3 nov. 2020	Partenariat Expo Virtuelle Contech 2020- 28 octobre au 3 novembre 2020 Groupe Context inc
Association des chefs en sécurité incendie du Québec	10 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	20 et 21 novembre 2020	Partenariat avec l'ACSIQ - Sensibiliser sur leur rôle dans l'application de la réglementation (CBCS)
Association des professionnels de la construction et habitation Québec [APCHQ] - Rég. Montréal-métropolitaine	950 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	11 décembre 2020	Commandite Gala Domus - Visibilité de base
Congrès Corporation des entrepreneurs généraux du Québec (CEGQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	8 au 19 février 2021	Partenariat avec la CEGQ - Sensibiliser les intervenants sur leur rôle et sur la réglementation
Association de la construction du Québec (ACQ)	5 000 \$	Interne RBQ (contrat négocié)	18 mars 2021	Partenariat avec l'ACQ - Soirée Hommage aux entrepreneurs du Québec 2021
CSPQ - Frais d'entreposage du kiosque et matériel	880 \$	CSPQ	Tout au long de l'année	Entreposage sécuritaire du matériel promotionel de la RBQ

Campagnes de publicité				
Nom de la campagne	Coût	Nom de la firme	Dates diffusion	Objectifs visés
Efficacité énergétique (Fonds Vert)	1 500 \$	Conseil de l'enveloppe du bâtiment du Québec (CEBQ)	1 novembre 2020	Informers les entrepreneurs de l'entrée en vigueur du nouveau chapitre Efficacité énergétique
Efficacité énergétique (Fonds Vert)	3 850 \$	Magazine Formes	1 décembre 2020	Informers les acteurs du milieu de la construction (architectes/entrepreneurs, etc.) de l'entrée en vigueur du nouveau chapitre Efficacité énergétique
Efficacité énergétique (Fonds Vert)	2 975 \$	Magazine Voir Vert	1 février 2021	Informers les acteurs du milieu de la construction (architectes/entrepreneurs, etc.) de l'entrée en vigueur du nouveau chapitre Efficacité énergétique



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-13**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2020-2021 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Programme d'aide financière pour le soutien d'organismes et de projets destinés à la protection des bénéficiaires du Plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs (art 140.1, Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs).

- a) Le conseil d'administration, par sa résolution n° 2015-245-11-1087 du 12 mai 2015, a approuvé un cadre normatif décrivant un programme de subvention et intégrant des protocoles d'entente et autres documents en vue de son administration.

La RBQ a reçu deux demandes de subvention dans le cadre de ce programme, d'une part par Service officiel de soutien Plan de garantie résidentielle (SOS Plan de garantie) et, d'autre part, par Engagement pour la qualité des édifices résidentiels (EQUER).

Le conseil d'administration a autorisé, le 8 novembre 2016, la constitution d'un comité d'évaluation indépendant et a sélectionné les membres à l'extérieur de la RBQ afin de procéder à l'analyse des deux demandes de subvention reçues, et ce, en plus d'éliminer toute situation et toute apparence de conflit d'intérêts.

Le comité d'évaluation a, le 31 mai 2017, déposé un rapport au comité des garanties financières, lequel a souscrit à la recommandation d'octroyer une subvention pour une période de trois ans à l'organisme SOS Plan de garantie.

Le Protocole d'entente 2019-2022 a été signé le 29 mars 2019.

- b) Le conseil d'administration, par sa résolution n° 2017-265-8-2111 du 13 juin 2017, a autorisé l'octroi d'une subvention à la hauteur de 1 092 475 \$ à l'organisme SOS Plan de garantie.

- c) Voici les montants versés à l'organisme SOS Plan de garantie :

- Pour l'année 2018-2019 : 240 477 \$
- Pour l'année 2019-2020 : 170 399 \$
- Pour l'année 2020-2021\* : 306 719 \$  
(170 399,50 \$ en octobre 2020 et 136 319,50 \$ en mars 2021).

\*Un montant de 34 079 \$ demeure à verser pour l'année 2020-2021.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-14**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

- a) Aucun employé de la RBQ n'est affecté aux affaires publiques.

Pour les employés de la Direction des communications voir la réponse à la question RP1-01

- b) 1 519 500 \$ (budget de rémunération + budget de fonctionnement)
- c) Aucune rencontre
- d) Revue de presse :

I.C.I Influence communication inc. : 20 188,64\$

- e) Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-15**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances, ventilé par années, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2021-2022.

Comptes à recevoir au 28 février 2021	2021
Débiteurs relatifs à la tarification sectorielle	8 805 126 \$
Débiteurs relatifs à la qualification professionnelle	255 655 \$
Débiteurs relatifs aux intérêts	1 053 170\$
Autres débiteurs	300 800 \$

**Année 2020-2021**

Chronologie des débiteurs :

- Moins d'un an : 9 454 541 \$\*
- 1 à 2 ans : 523 316 \$
- 2 à 3 ans : 270 485 \$
- 3 ans et plus : 166 409 \$\*\*

\* Comme les entrepreneurs ont jusqu'à deux mois après la fin du trimestre pour produire leurs déclarations de masse salariale, ce montant inclut des écritures totalisant 6,9 M\$ pour le trimestre se terminant en décembre 2020 et les deux premiers mois de 2021.

\*\* Les débiteurs de 3 ans et plus sont plus élevés, dû à la suspension du délai de prescription de 170 jours en raison de l'état d'urgence sanitaire.

Étapes du recouvrement :

- 1- Identification des soldes de plus de 90 jours.
- 2- Contact téléphonique et par courriel auprès des clients.
- 3- Si absence de réponse, un message est laissé au client. Si aucun retour d'appel du client n'est reçu, une lettre est envoyée précisant les étapes à venir.
- 4- Si client est incapable de payer dans un délai raisonnable, proposition d'une entente de paiement.
- 5- Si impossible de communiquer avec le client ou s'il refuse de payer ou de prendre entente, le dossier est acheminé au service juridique qui procède à l'envoi d'une mise en demeure et à des procédures légales, s'il y a lieu.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-16**

Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2020-2021. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :

- a) SBL Public – régulier;
- b) SBL Public – Inuit;
- c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements);
- d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux);
- e) SBL Privé – régulier et spécial;
- f) Aide aux organismes communautaires;
- g) Supplément au loyer;
- h) Supplément au loyer spécial;
- i) Allocation-logement;
- j) Achat Rénovation;
- k) AccèsLogis Québec;
- l) Logement abordable Québec;
- m) Aide d'urgence aux ménages sans logis;
- n) Adaptation de domicile (PAD);
- o) Logements adaptés pour aînés autonomes;
- p) RénoVillage;
- q) RénoRégion;
- r) Réparation d'urgence;
- s) Amélioration des maisons d'hébergement;
- t) Revitalisation des vieux quartiers;
- u) Pyrrhotite;
- v) Rénovation Québec;
- w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord;
- x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités;
- y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik;
- z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec;
- aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
- bb) Programme d'intervention résidentielle – Mérule
- cc) Programme petits établissements accessibles
- dd) Programme d'aide d'urgence 2005 aux ménages sans logis et aux municipalités connaissant une pénurie de logement locatif
- ee) Programme d'aide financière aux locataires pour le paiement de leur loyer dans le cadre de la COVID-19
- ff) Programme de garantie de prêt pour les sinistrés de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
- gg) Programme HLM
- hh) Soutien financier pour les ménages en attente de leur résidence

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-17**

Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :

- a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;
- b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :
  - i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.
- c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2020-2021 et prévisions pour 2021-2022;
- d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;
- e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2020-2021;
- f) détail des dépenses du ministère chez FPIInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2020-2021;
- g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2020-2021;
- h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.

L'ensemble des réponses à ces questions sera fourni par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) à l'exception du point f) pour lequel la RBQ pourrait avoir certaines dépenses dans le cadre d'un contrat avec FPIInnovations débuté pendant la période 2020-2021.

Les travaux à réaliser par FPIInnovations porte sur la révision du guide « Bâtiments de construction massive en bois d'au plus 12 étages » et se dérouleront principalement d'avril à septembre 2021. Aucune dépense encourue en date du 28 février 2021.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-18**

État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

Sans objet pour la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-19**

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.
---

Sans objet pour la RBQ.
-------------------------



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-20**

Nombre de plaintes reçues par la RBQ pour 2020-2021
---

<b><u>Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021</u></b>	
<b>Nombre de plaintes reçues à la RBQ</b>	<b>2020-2021</b>
Nombre de plaintes reçues	3 889
<b>Plaintes reçues par la Commissaire à la qualité des services à la clientèle</b>	<b>2020-2021</b>
Nombre de plaintes reçues	122

Régie du bâtiment du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP1-21

Nombre d’inspecteurs, de visites d’inspection, d’heures d’inspection, d’avis de correction et volume de dossiers par inspecteur pour 2020-2021.

Du 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021	
	2020-2021
Nombre d’inspecteurs en poste <sup>1</sup>	108
Activités de surveillance effectuées <sup>2</sup> :	
Nombre de dossiers finalisés durant la période	9 983
• Avec intervention	9 595
• Sans intervention <sup>3</sup>	388
Nombre d’avis de correction émis	4 325
Nombre de déplacements effectués (initial et contre-visite)	10 046
Nombre moyen de dossiers finalisés par inspecteur <sup>4</sup>	108,5
Nombre moyen de visites par inspecteur <sup>5</sup>	109,2
<p>Note : Le nombre d’heures d’inspection n’est pas disponible.</p> <p>Les impératifs liés à la pandémie, jumelés à d’autres facteurs (absences prolongées, congés de maternité, postes en dotation, etc.) ont eu impact sur les résultats. La RBQ doit aussi composer avec une baisse de 6 % de ses effectifs en inspectorat. Combinées, ces conditions ont mené à une baisse de 35 % du nombre de visites réalisées en 2020-2021.</p> <p>L’année 2020-2021, comportant quelques mois d’arrêt d’activités de surveillance, a eu pour effet de réduire, de manière significative, le nombre de dossiers par inspecteur par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Donnée de référence : <b>11,9 dossiers / inspecteur / mois</b> (correspondant à la valeur moyenne de 2019-2020, au 31 mars)</li><li>Données à ce jour : <b>8,0 dossiers / inspecteur / mois</b> (correspondant à la valeur moyenne de 2020-2021, au 28 février).</li></ul>	

<sup>1</sup> Nombre comprenant les inspecteurs principaux (prendre note que 3 inspecteurs ont été en congé sans solde, maladie ou en congé de maternité au cours de l’année 2020-2021, donc 92 inspecteurs actifs à considérer et 13 inspecteurs principaux au 28 février 2021).

<sup>2</sup> L’approche de surveillance évolue en continue afin de mieux tirer profit de la gestion intégrée des risques. La responsabilisation des intervenants est au cœur de cette façon de faire, jumelée à la gestion des risques ainsi qu’à l’application de moyens coercitifs existants. L’objectif est de cibler les lieux d’inspection comportant le plus de risques et l’atteinte de la conformité des sites et installations dans les meilleurs délais. De plus, la RBQ a réalisé des activités d’information et de sensibilisation lors de congrès, dans des publications, sur son site Internet, etc.

<sup>3</sup> Un dossier finalisé sans intervention signifie qu’il n’y a pas eu d’inspection technique, mais plutôt une vérification d’obligation administrative à l’aide de documents pertinents (Ex. renouvellement de permis en équipement pétrolier).

<sup>4</sup> La moyenne par inspecteur de l’année 2020-2021 est calculée en utilisant le nombre d’inspecteurs en poste (92) et exclut les inspecteurs principaux puisque ceux-ci font du soutien et de l’accompagnement auprès des inspecteurs.

<sup>5</sup> Idem



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-22**

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2020-2021.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

**Dépenses de fonctionnement :**

Traitement et avantages sociaux	37 990 885 \$
Transport et communication	1 282 353 \$
Services professionnels et techniques	11 320 398 \$
Loyers	3 786 568 \$
Fournitures et approvisionnement	243 445 \$
Transferts	204 479 \$
Intérêts sur les dettes	183 449 \$
Amortissement des immobilisations	1 452 304 \$
Créances douteuses	0 \$

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-23**

Formation et domaine d'expertise des inspecteurs à l'emploi de la RBQ pour 2020-2021.

1- Formation de base requise :

- diplôme d'études collégiales (DEC) avec spécialisation en technologie de la mécanique du bâtiment, en technologie du bâtiment, en techniques de génie mécanique, en techniques du génie électrique, en électrotechnique, en technologie du génie industriel, en technologie de l'architecture ou dans une autre spécialisation pertinente;

OU

- attestation d'études pertinentes dont l'équivalence a été reconnue par l'autorité compétente;

OU

- nombre d'années d'expérience reconnue dans leur domaine.

2- Domaines d'expertise sous la responsabilité de la RBQ :

- ascenseurs et autres appareils élévateurs
- bâtiment
- efficacité énergétique
- électricité
- équipements pétroliers
- gaz
- installations sous pression
- jeux et manèges
- plomberie
- lieux de baignade
- remontées mécaniques

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-24**

Nombre de poursuites pénales et la valeur des amendes reçues pour 2020-2021, ventilation par infraction<sup>1</sup>.

<u>Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021</u>	
Statistiques relatives aux poursuites pénales	
Nombre de poursuites pénales <sup>2</sup>	2020-2021
Inspections	245
Enquêtes	268
Statistiques selon la nature des infractions des dossiers transmis au Bureau des infractions et des amendes (BIA)	
Nature des infractions	2020-2021
Non-conformités au Code de sécurité	209
Non-conformités au Code de construction	36
Non-conformités en lien avec la Loi sur le bâtiment	0
Travail sans licence – entrepreneur	161
Travail sans licence – constructeur-propriétaire	2
Travail sans la catégorie ou sous-catégorie de licence	41
Utilisation des services d’un sous-traitant non licencié ou sans la licence appropriée	3
Faussees déclarations	26
Cession, location de licence ou utilisation ou utilisation d’une licence sans en être le titulaire	15
Autres	20
Quant aux résultats obtenus par le BIA découlant des enquêtes pénales, le bilan est le suivant :	
Résultats obtenus par le BIA (inspections et enquêtes) <sup>3</sup>	2020-2021
Nombre de dossiers conclus en cours d’année <sup>4</sup>	VPE : 246 DGI : 194
Nombre de condamnations	VPE : 114 DGI : 108
Montant des amendes suite aux condamnations	VPE : 2 845 606 \$ DGI : 384 896 \$

<sup>1</sup> Toutes les données dans cette fiche émanent de compilations réalisées par la RBQ.  
<sup>2</sup> Cette donnée correspond au nombre de dossiers transmis au BIA.  
<sup>3</sup> Les données de la présente année financière sont calculées par la RBQ à partir de données qui lui sont transmises de façon hebdomadaire par le BIA/DPCP.  
<sup>4</sup> Cette donnée correspond au nombre de dossiers dont la date de réception de l’avis du BIA/DPCP est entre le 1<sup>er</sup> avril 2020 et le 28 février 2021. Elle comprend tous les types de résultats, soit les acquittements, les condamnations, les refus, les retraits et les fusions par le DPCP.



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-25**

Fournir une ventilation du nombre de suspensions, d'annulations et de refus de renouvellement de licence effectués dans le cadre de mandats de la RBQ pour 2020-2021.

**Nombre de décisions rendues au 28 février 2021 :**

<b>Décisions des régisseurs</b>	<b>2020-2021</b>
• Licences suspendues	8
• Licences annulées	8
• Licences refusées	10
• Licences maintenues ou délivrées	9
• Autres décisions en matière de licence	21
• Décisions rendues en révision	7

<b>Abandon, nullité, suspension et autres décisions de la RBQ en lien avec la licence</b>	<b>2020-2021</b>
Abandon de licence à la demande du demandeur	395
Suspension de licence selon l'article 70.2	0
Cessation d'effet de la licence (articles 71, 72 et 73)	3374
• Non-paiement de maintien	3169
• Faillite d'entreprise	36
• Radiation REQ	16
• Absence de répondant	153
Suspension de licence pour défaut de cautionnement (article 70)	786
Annulation de licence à la suite d'une cessation d'accréditation (article 70)	1



*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-26**

Rapports d’activité dans les régions administratives pour la dernière année disponible.

<b>1. Nombre total d’interventions dans les régions administratives</b>	
Région	Visites d’inspection
Abitibi-Témiscamingue	26
Bas-St-Laurent	128
Capitale-Nationale	994
Centre-du-Québec	207
Chaudière-Appalaches	631
Côte-Nord	37
Estrie	797
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	41
Lanaudière	550
Laurentides	548
Laval	390
Mauricie	273
Montérégie	1 649
Montréal	2 441
Nord-du-Québec	3
Outaouais	298
Saguenay-Lac-St-Jean	222
Interventions non attribuées à une région <sup>1</sup>	811

1 Les 811 interventions non-attribuées à une région administrative dans le système de gestion des interventions avec la clientèle (GIC) sont des sites sans adresses dans le répertoire d’adresses du Directeur général des élections (DGE). L’année 2020-2021 a été marquée par une hausse de créations d’interventions en chantier puisque les inspecteurs devaient éviter les sites habités en période de pandémie. De plus, l’accès au fichier de la Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a aussi contribué à hausser le nombre d’interventions en chantier, d’où le problème d’adresses non normalisées. Une demande d’amélioration au système GIC a été déposée à cet effet.

**2. Nombre total d'interventions au Bureau d'expertise et d'homologation en équipements sous pression (ÉSP)**

<b>Bureau d'expertise et d'homologation en ÉSP</b>		<b>2020-2021</b>
Enregistrement de plans et devis		840
Approbation de Programme de contrôle qualité (PCQ)		
Fabricants		60
Réparateurs		43
Installateurs		85
Délivrance de certificats d'approbation de construction (voir note)		
▪ pour des ÉSP construits au Québec		n/a
▪ pour des ÉSP construits hors Québec		n/a
Déclaration de conformité pour des ÉSP fabriqués au Québec		4 840

**Note**

Ces certificats ne sont plus délivrés puisque cette formalité administrative a été retirée des exigences réglementaires avec l'entrée en vigueur du Règlement sur les installations sous pression le 1<sup>er</sup> avril 2018. L'inspection de fabrication demeure et la conformité des équipements est toujours signée par l'inspecteur, mais ceux-ci ne sont pas saisis dans GIC.

# Régie du bâtiment du Québec

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#### RP1-27

Tout rapport, document ou toute étude qui fait état de la formation donnée aux inspecteurs de la RBQ pour 2020-2021.

Formations aux inspecteurs			
Date	Titre	Nombre de jours	Nombre de participants
BEHESP			
2020-07-28	Formation initiale CSA B52	0,5	6
2020-11-09	Gaz médicaux CSA Z7396.1	1	8
2020-11-10	Leviers juridiques en ISP	1	9
2020-12-01	ASME Section IX et divers	0,5	31
2020-12-08	ISP : BEP et ASME Section IX	0,5	31
2021-02-12	ISP : Revue d'une "Written Practice"	0,5	20
2021-01-26	ISP : Réparations (registre) et revue des calculs	0,5	23
2021-01-25	Formation National Board qualification B	5	2
2020-11-30	Formation National Board qualification IS	10	3
2021-02-11	Formation National Board qualification IS	10	1
2021-02-02	Formation processus réparation	1	1
2021-02-04	Formation processus réparation	2	1
2021-02-15	Formation processus réparation	3	1
2021-02-22	Formation processus réparation	2	1
2020-11-30	Formation – Espaces clos	2hrs	22
2021-01-27	Formation – Utilisation sécuritaire des échelles et escabeaux	0,5h	24
2021-01-27	Formation – Travail en hauteur	2hrs	24
DIS			
2020-08-17	Formation sécurité générale sur les chantiers	3	4
A-2020	Préparation à la retraite	2	1
DSEQUI			
2020-09-10	Ascenseurs-nouveaux inspecteurs	29	3
2020-11-23	Changement au code Gaz-Normes B149.2	2	12
2020-11-16	Changement au code Gaz-Normes B149.1	2	12
2020-04-11	Code de sécurité-électricité-nouvel inspecteur	6,5	1
2020-09-24	CSA-B52/2018	2	4
2020-05-06	Exigences du code du Bâtiment	1,5	12
2020-08-31	Formation multi domaine 2,0	2,5	21
2020-06-15	Formation bâtiment-nouveaux inspecteurs	9	5
2020-11-09	Formation multi domaine 2,0 façades et stationnement	1	38
2020-07-27	Formation multi domaine 2,0	2,5	12
2020-11-09	Gaz médicaux CSA Z7396,1	1	7
2020-08-27	Mise à niveau-intervention baignade (accident)	1	10
2020-08-06	Mise à niveau-intervention baignade (accident)	1	7
2020-09-29	Nouvelle grille-1418 sécurité INT (Rév août 2020)	1,5	4
2020-10-13	Nouvelle grille-construction-INT (Rév août 2020)	1,5	5
2020-09-29	Dossier poursuite pénale non-conformité non corrigées	0,5	4
2020-09-17	Code de sécurité-électricité	1	10
2021-01-27	Espace clos	2hrs	25
2021-01-27	Échelles et escabeaux	30 min	110

2021-01-27	Travail en hauteur	2hrs	110
<b>DICC</b>			
2020-04-15	Completing NBIC repair and Altération Forms online course -2019 edition	0,5	1
2020-08-17	Formation générale sur les chantiers de construction	4	3
2020-10-28	CBCS et le CCQ 2010	2	2

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-28**

Nombre d'inspections effectuées sur les tours de refroidissement en 2020-2021. Indiquer tous les coûts associés.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

Pendant cette période, 204 interventions concernant les tours de refroidissement ont été réalisées (162 administratives et 42 sur le terrain).

Ces interventions n'ont pas engendré de coûts supplémentaires à ceux des activités régulières de surveillance du respect de la réglementation de la RBQ.

*Régie du bâtiment du Québec*  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-29**

Tout rapport, document ou toute étude concernant la Garantie des maisons neuves de l'APCHQ.

**Du 1<sup>er</sup> avril 2020 au 28 février 2021**

La RBQ n'a aucun rapport ou étude à déclarer pour la période.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-30**

État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.

L'analyse des modifications législatives nécessaires à la Loi sur le bâtiment est en cours afin d'habilitier la RBQ à proposer des exigences en accessibilité dans des bâtiments construits avant 1976.

Au cours de l'année 2020-2021, la RBQ a, dans une première étape, consulté les ministères et organismes concernés au sujet des budgets alloués aux mises à niveau de leur parc immobilier depuis 2011 ainsi que sur les coûts anticipés pour les travaux restants. Des rencontres ont eu lieu à l'été 2020 et l'analyse des données des ministères et organismes était en cours à l'hiver 2021.

À la suite de cette consultation, une analyse d'impact réglementaire et un projet de règlement visant des travaux d'accessibilité dans tous les bâtiments existants construits avant 1976 seront présentés aux autorités à l'automne 2021.

*Régie du bâtiment du Québec*

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**RP1-31**

Depuis dix ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer:

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat;
- e. le coût du contrat.

Veillez vous référer à la question RG-08.